

BUDGET INITIAL 2026

Conseil d'administration
du
19 décembre 2025

Sommaire

Délibération du conseil d'administration du 19 décembre 2025 relative au budget initial de l'exercice 2026	page 3
Note de l'ordonnateur relative au budget initial 2026	page 5
Annexes.....	page 37
Tableau n°1 – Autorisations d'emplois	page 37
Tableau n°2 – Autorisations budgétaires	page 38
Tableau n°3 – Dépenses par destination et recettes par origine.....	page 39
Tableau n°4 – Équilibre financier	page 40
Tableau n°5 – Opérations pour compte de tiers.....	page 41
Tableau n°6 – Situation patrimoniale	page 42
Tableau n°7 – Plan de trésorerie.....	page 43
Tableau n°8 – Opérations liées aux recettes fléchées	page 44
Tableau n°9.A – Synthèse des opérations pluriannuelles en dépenses.....	page 45
Tableau n°9.B - Synthèse des opérations pluriannuelles en recettes.....	page 47
Tableau n°10 – Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation.....	page 49
Tableau de synthèse budgétaire et comptable en exécution (TSBCE)	page 50

Délibération du 19 décembre 2025

PROJET DU BUDGET INITIAL : Exercice 2026

Vu les articles : 175 (*modifié par Décret n° 2018-803 du 24 septembre 2018 – art.20*),
176 (*modifié par Décret n° 2015-308 du 02 avril 2015 – art.21*) et 177 du décret n°2012-1246 du
07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable,
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,

Article 1 :

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- **1 170.1 ETPT dont 947.8 ETPT sous plafond État et 222.3 ETPT hors plafond État ;**
- **131 201 911 € en Autorisations d'Engagement (AE) dont :**
 - 93 476 711 € en personnel
 - 16 371 624 € en fonctionnement
 - 213 535 77 € en investissement ;
- **114 600 635 € en Crédits de paiement (CP) dont :**
 - 93 476 711 € en personnel
 - 16 465 747 € en fonctionnement
 - 4 658 177 € en investissement ;
- **109 159 140 € en prévision de recettes ;**
- **- 5 441 495 € de solde budgétaire.**

Article 2 :

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- **- 5 556 638 € de variation de trésorerie ;**
- **- 5 246 644 € de résultat patrimonial ;**
- **- 3 445 941 € d'insuffisance d'autofinancement ;**
- **- 5 929 439 € de variation du fonds de roulement.**

Pour information :

Le prélèvement sur le fonds de roulement s'élève à **5 929 439.02 €** au budget initial de l'exercice 2026. Il se répartit ainsi :

- 1) Pour le **CFA** un apport en fonds de roulement d'un montant de **394 283 €** ;
➔ *Le conseil d'administration décide d'un abondement en réserves d'un montant de 394 283 €.*

- 2) Pour le **SIGDU** un prélèvement sur le fonds de roulement d'un montant de **57 331 €** ;
➔ *Le conseil d'administration décide d'un prélèvement sur les réserves d'un montant de 57 331 €.*

- 3) Pour l'**Université** hors les deux SACD un prélèvement sur le fonds de roulement d'un montant de **6 266 391.02 €**
➔ *Le conseil d'administration décide d'un prélèvement sur les réserves d'un montant de 6 266 391.02 €.*

Les tableaux des emplois (T1), des autorisations budgétaires (T2), de l'équilibre financier (T4), de la situation patrimoniale (T6) et des opérations pluriannuelles (T9) sont annexés pour vote à la présente délibération.

Fait à Pessac, le 12 décembre 2025,

Le président du Conseil d'administration



Direction des affaires financières et de l'achat public.

Note ordonnateur

Budget initial exercice 2026

En application du décret n°2024-1108 du 2 décembre 2024.

Conseil d'administration du 19 décembre 2025.

Sommaire

1. Contexte général et principaux enjeux	7
1. 1. Recettes et diversification des financements	10
1. 2. <i>Axes stratégiques du Budget 2026 sur l'investissement</i>	11
1. 3. <i>Gestion des ressources humaines</i>	11
1. 4. <i>Traduction des moyens budgétaires</i>	12
1. 5. Les enjeux du budget initial 2026	13
1. 5. 1. Le niveau des autorisations budgétaires	13
1. 5. 2. Les points saillants impactant le budget 2026	15
1. 6. Le budget de l'établissement	21
1. 6. 1. L'évolution des recettes propres encaissées (RE) 2025-2026	21
1. 6. 2. La répartition des dépenses par enveloppe 2025-2026	22
1. 6. 3. Le solde budgétaire du budget initial 2026	23
1. 6. 4. Focus sur les centres de responsabilité budgétaire (CRB)	24
1. 7. La soutenabilité budgétaire du BI 2026	25
1. 7. 1. La situation de la trésorerie	27
1. 7. 2. La situation patrimoniale	28
2. Structure budgétaire par centres 2026	30
2. 1. Architecture budgétaire 2026 pour information	30
3. Budget établissement exercice 2026-Tableaux	31
3. 1. Autorisations budgétaires limitatives	31
3. 1. 1. Tableau 1- Autorisations d'emplois	31
3. 1. 2. Tableau 2- Autorisations budgétaires	32
3. 1. 3. Tableau 3- Dépenses par destination - recettes par typologie	32
3. 2. Equilibre financier-T4	33
3. 2. 1. Tableau 4- Equilibre financier	33
3. 2. 2. Tableau 5- Opérations pour compte de tiers	33
3. 3. Analyse de la soutenabilité	34
3. 3. 1. Tableau 6- Situation patrimoniale	34
3. 3. 2. Tableau 7 – Plan de trésorerie	35
3. 3. 3. Tableau 8- Opérations liées aux recettes fléchées	35
3. 3. 4. Tableau 9- Opérations pluriannuelles (OPPA)	35
3. 3. 5. Tableau 10-Détail OPPA et programmation-prévisions AE/CP	36

1. Contexte général et principaux enjeux

Le budget initial 2026 de l'Université Bordeaux Montaigne (UBM) est marqué par des tensions exogènes et endogènes ayant déjà affecté le budget initial 2025, dans un environnement économique et financier national particulièrement dégradé. Sur la base des orientations définies dans la lettre de cadrage issue du débat d'orientation budgétaire (DOB) de juin 2025, ce budget vise à concilier l'impératif de soutenabilité financière avec la poursuite des missions fondamentales d'enseignement, de recherche et de service public. Il constitue également la première étape opérationnelle du plan pluriannuel de stabilisation financière (PPSF) 2025-2028 (2030).

Un contexte national et local marqué par l'incertitude

À ce jour, l'État n'a toujours pas adopté le projet de loi de finances 2026, laissant les opérateurs publics — dont UBM — sans indication sur le niveau de la subvention pour charges de service public (SCSP) pour l'année à venir. Cette incertitude est accentuée par les travaux engagés à l'automne 2025 dans le cadre du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) « 100 % missions » piloté par le Recteur de la Région Nouvelle-Aquitaine. À ce stade, ces échanges ne permettent ni d'apprécier les volumes financiers futurs ni d'en anticiper les modalités d'attribution, alors même que l'établissement doit démontrer à travers le volet « pilotage » du COMP, sa soutenabilité financière- exigence qui demeure par ailleurs indépendante du COMP et s'impose en continue à l'université.

L'UBM n'est pas isolée dans cette situation. À l'échelle nationale, de nombreuses universités alertent sur l'absence de visibilité budgétaire, faute de prévisions claires sur les recettes. Comme UBM, elles soulignent le poids de mesures exogènes non compensées (CAS pensions, GVT non financé, protection sociale complémentaire, inflation), qui affectent fortement leurs budgets et compromettent le pilotage financier, notamment en matière de gestion des emplois et de maintien des missions essentielles de formation et de recherche. Le « court-termisme insoutenable » (*dépêche AEF du 14/10/2025*) induit par de nouvelles mesures RH imposées aux établissements compromet par ailleurs la construction d'une stratégie pluriannuelle de retour à l'équilibre.

Un premier jalon du plan pluriannuel de stabilisation

Le cadrage 2026 constitue la première étape structurante du plan pluriannuel de stabilisation des finances (PPSF), initié avec le DOB 2026 en juin 2025. La dégradation de la situation financière constatée en 2025, confirmée par les projections pluriannuelles, a conduit à repenser en profondeur la politique budgétaire de l'établissement, en lui donnant une dimension pluriannuelle. Le PPSF vise à planifier, sur plusieurs années, un ensemble de mesures durables agissant à la fois sur les dépenses et sur les recettes, dont les ressources propres, afin d'améliorer la trajectoire financière à l'horizon 2030. Le PPSF est conçu comme un élément central du pilotage stratégique de l'établissement, intégrant à la fois le projet d'administration et la politique RH responsable. Il s'inscrit dans une approche intégrée, en cohérence avec le contrat d'établissement, le projet stratégique, les schémas directeurs votés et tout dernièrement avec le contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) 2026-2030. Cette articulation vise à renforcer la lisibilité de l'action de l'établissement, à consolider sa trajectoire financière et à assurer la mise en œuvre coordonnée de ses priorités à horizon 2030.

Dégradation de la trajectoire financière et limites des efforts engagés

Les tensions identifiées depuis le compte financier 2022 et confirmées au compte financier 2024, ainsi que lors de l'élaboration du BI 2025, persistent et continuent de peser sur le projet de budget 2026, malgré la mise en œuvre des premières mesures de réduction des dépenses engagées (réduction des HCC, diminution du fonctionnement, restriction de l'investissement) et une projection d'augmentation

des ressources propres (augmentation des tarifs de location, augmentation des frais d'inscription pour l'offre de formation hors champ d'accréditation).

Pour l'exercice 2026, des efforts significatifs ont d'ores et déjà été annoncés dans le cadre du DOB : maîtrise stricte de la masse salariale, réduction des heures complémentaires, campagne d'emplois blanche, diminution des contrats non financés, limitation des investissements et réductions ciblées des charges de fonctionnement. Depuis le DOB, un ensemble de mesures complémentaires a été élaboré afin d'infléchir significativement la trajectoire et de garantir, à terme, un équilibre financier pérenne.

L'augmentation structurelle des charges issues des opérations immobilières (coûts nettoyage, maintenance, chauffage...) et des investissements financés sur fonds propres (équipement informatique numérique, PPI) accentue cette tendance (1,8 M€ amortissements non compensés).

Arbitrages majeurs pour 2026

L'année 2026 est marquée par des arbitrages particulièrement contraints visant à diminuer les dépenses au-delà des plafonds fixés par la lettre de cadrage 2026 et en tenant compte des exigences formulées par la tutelle :

- **Investissements immobiliers limités** aux seules opérations pluriannuelles engagées (MSH — 5,5 M€ ; Maison de l'Archéologie — 14 M€ ; MDE — 529 k€ dont 362 k€ financés par UBM) et aux dépenses strictement liées à la sécurité (525 k€).
- **Investissements numériques restreints** à l'obsolescence critique du matériel (502 k€).
- **Fonctionnement des services supports** réduit aux charges incompressibles (fluides, maintenance, marchés obligatoires), dans un contexte d'augmentation durable des coûts depuis la crise énergétique de 2022.
- **Réduction de 20 % des enveloppes de fonctionnement** allouées aux centres de responsabilités budgétaires (CRB hors SIGDU), soit 2 M€.
- **Restriction des dépenses de personnel** : campagne d'emplois blanche, contraction des renforts, diminution de 4 % des heures complémentaires, réduction des CDD non financés, moratoire sur la CDIisation anticipée.

Les enveloppes retenues pour le BI 2026 hors opérations pluriannuelles sont ainsi les suivantes :

- **Fonctionnement** : 14,2 M€ (14,9 M€ avec réserve), pour 16,7 M€ inscrits au DOB.
- **Investissement** : 2 M€ en AE et 2,3 M€ en CP.
- **Dépenses de personnel** : 92,3 M€ (94,1 M€ inscrits au DOB).

Malgré la mise en œuvre d'actions du DOB 2026 et des mesures complémentaires, l'équilibre global demeure dégradé. Toutefois, l'ampleur de ces efforts ne se traduit pas de manière visible dans les indicateurs structurels du BI 2026.

En effet, ces efforts ont toutefois été largement percutés par :

Des facteurs exogènes aggravants sur lesquels l'établissement n'a aucune marge de manœuvre :

- Hausse de quatre points du CAS pension, compensée à hauteur de seulement 40 % ;
- Absence de compensation de la protection sociale complémentaire (PSC) ;

- Contribution VMRR territoriale non compensée ;
- Impact du désengagement budgétaire de l'État, engagé depuis 2018, avec l'absence de compensation du glissement vieillesse-technicité (GVT), ainsi que l'impact des mesures nationales (dégel du point d'indice, mesures Guérini) ;
- Conventions de site (BUDL, AGEN, SUAPSIE, SUMPS...) dont le modèle économique pèse lourdement sur les finances d'UBM ;
- Incertitude sur le versement du COMP 2025-2027 (1,97M€) alors que des dépenses ont été engagées.

Des facteurs endogènes pénalisants

L'opération Campus et les rénovations immobilières récentes génèrent des coûts de fonctionnement incompressibles (sécurité, nettoyage, gardiennage, fluides, maintenance) difficiles à anticiper dans le modèle économique initial. Les investissements financés sur fonds propres accroissent également la charge d'amortissement non neutralisé. L'impact prévisionnel sur le compte de résultat au BI 2026 est estimé à 1,8 M€ de charges nouvelles sans recettes supplémentaires.

En parallèle, les recettes sous tension qui progressent peu

La SCSP couvre plus de 84 % des **dépenses** (source : compte financier 2024) de l'établissement, témoignant d'une dépendance structurelle accentuée par la faible marge de développement des ressources propres demeurant limitées au regard du périmètre disciplinaire et du modèle économique actuel de l'université. Malgré ce constat, en 2025, l'UBM s'est engagée dans la révision de ces tarifications liées aux locations d'espace, ainsi que les tarifs de formation hors champs d'accréditation s'appuyant sur le modèle P2CA. Les efforts seront poursuivis mais ne pourront, à eux seuls, rétablir l'équilibre.

Cette conjonction de facteurs conduit à une situation financière dans laquelle **deux des trois indicateurs financiers** de soutenabilité du budget fixés par l'**arrêté du 5 décembre 2024** (fonds de roulement supérieur à 15 jours, ratio Dizambourg inférieur à 85 % pour les établissements SHS) ne sont pas respectés.

Dans ce contexte, il apparaît aussi clairement que le modèle économique de l'Université Bordeaux Montaigne doit être réinterrogé. Une réflexion approfondie, déjà amorcée dans le cadre du COMP « 100 % » missions, devra être menée sur le périmètre d'activité, les choix stratégiques, la soutenabilité des missions et les leviers de financement, afin de préserver à moyen terme la trajectoire financière et la capacité d'action de l'établissement. Dans le cadre de son plan pluriannuel de stabilisation des finances, l'établissement a ainsi engagé des groupes de travail sur l'offre de formation 2026-2028, et la soutenabilité financière 2026-2030 qui englobe l'optimisation de la dépense et le développement de la ressource propre.

Pour répondre aux défis financiers actuels et à venir, et garantir ainsi la pérennité de l'établissement, les axes suivants sont proposés :

- Rationalisation des dépenses de fonctionnement :

Une démarche d'optimisation budgétaire a été engagée dès janvier 2025 sur l'ensemble des postes de charges de fonctionnement (-15%) et investissement (-30%) afin de réduire l'impact sur un fonds de roulement dont une partie est déjà gagée sur les opérations d'investissement, les contrats de recherche et d'enseignement. La mesure a été poursuivie pour 2026 avec une diminution de

l'enveloppe de fonctionnement de 20% et investissement limité aux seules dépenses incompressibles et sécuritaires.

- Mise en place d'un Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) :

Cette action initialement prévue sur 2025 a été décalée sur 2026 en absence de moyens (RH et financier). Ce schéma visera à maîtriser les impacts des coûts environnés liés aux infrastructures, en priorisant les rénovations nécessaires et en ajustant les calendriers des projets d'investissement. Un co-financement COMP 2025-2027 est attendu sur cette action.

- Développement des ressources propres :

Dès le premier trimestre 2025, l'établissement a initié l'élaboration d'un plan d'action structuré visant à diversifier et développer progressivement ses recettes propres, incluant :

- L'actualisation de l'ensemble des tarifs de prestation proposés par l'UBM (location notamment).
- L'augmentation des partenariats avec les acteurs économiques (ex CLEFF) à travers des réponses aux appels d'offre (CHU Bordeaux et CROUS).
- Le renforcement des initiatives de formation continue et de services à valeur ajoutée (prélèvement de frais de gestion, valorisation du patrimoine immobilier à travers la location des locaux, revoir le modèle économique des DU et du CFA...).

En synthèse, le projet de budget initial 2026 traduit un effort significatif de maîtrise et d'ajustement, conforme aux plafonds fixés et exigences de la tutelle. Toutefois, la conjonction des contraintes exogènes non compensées, la faiblesse des marges de manœuvre internes et de la structure disciplinaire de l'établissement conduisent à un équilibre budgétaire fragilisé. La mise en œuvre du PPSF, du SPSI et du développement des ressources propres constitue, à court et moyen terme, la condition essentielle pour restaurer la soutenabilité financière de l'Université Bordeaux Montaigne.

1. 1. *Recettes et diversification des financements.*

Dans le cadre de la préparation du budget initial 2026, l'Université Bordeaux Montaigne (UBM) se trouve de nouveau confrontée à un manque de visibilité financière en raison de l'absence de pré-notification de la subvention pour charges de service public (SCSP). Cette incertitude s'inscrit dans un contexte de politique publique marquée par une restriction budgétaire. En l'absence de projection fiable, l'établissement a dû se limiter à inscrire dans son budget le montant de la notification intermédiaire du 21 juillet 2025, avec l'ajout de la tranche 2026 du COMP 2025-2027 (30%), ainsi que la compensation de l'augmentation des 4 points du CAS à hauteur de 40%. Cette situation complique l'élaboration d'une trajectoire financière claire et entrave la capacité de l'UBM à anticiper et planifier ses engagements à court terme, augmentant les risques de tensions budgétaires au cours de l'exercice 2025.

Pour compléter la subvention pour charges de service public (SCSP), l'Université diversifie ses sources de financement en 2026 :

En recherche : à travers le dépôt de projets

- Européens (Translat-HERS, CAUSELECT, Transcend...) 614K€
- Région (PIO-JAP) :33K€
- ANR (EUVIDEM, DECRYPT, ASPROCLER...) pour 95K€

En enseignement à travers l'obtention du projet FEDER-FSE+ développer l'esprit d'entreprendre dans les filières smartées (166K€).

Contrat COMP 2025-2027 : des financements potentiels évalués à 1,964 millions d'euros sur trois ans, bien que le montant et les versements soient toujours à confirmer.

Centre de Formation en Apprentissage (CFA) : un prélèvement de 20 % sur les ressources du CFA, soit environ 435K€, opéré depuis 2025.

La baisse prévisionnelle de 9 % des ressources propres inscrites au budget initial 2026 par rapport au budget rectificatif 2025 s'explique principalement par la diminution des recettes liées à l'apprentissage — conséquence à la fois d'un nombre d'apprentis en diminution et d'un durcissement des règles de financement depuis 2025 —, par la baisse attendue de la contribution CVEC liée aux étudiants inscrits pouvant en bénéficier, ainsi que par le décalage dans l'encaissement des subventions rattachées aux projets pluriannuels (T9). Cette contraction ponctuelle n'altère pas la trajectoire pluriannuelle de l'établissement, qui prévoit une progression annuelle de 2,5 % de ses ressources propres à compter de 2026.

1. 2. Axes stratégiques du Budget 2026 sur l'investissement

Conformément aux principes inscrits dans le DOB 2026, l'établissement concentre ses moyens d'investissement sur les initiatives véritablement structurantes.

En matière immobilière, seuls les projets engagés en 2025 et bénéficiant de financements externes significatifs sont poursuivis :

- La réhabilitation de la Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux,
- L'extension de la Maison de l'Archéologie,
- L'extension de la Maison des Étudiants.

Ces opérations, largement portées par le CPER 2021-2027 et, pour la MDE, par un soutien complémentaire de la Région (267,5 K€), constituent les seuls investissements stratégiques programmés en 2026. À l'inverse, le projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings reste à l'étude, en attente d'une solution de financement externe permettant sa mise réalisation.

Le plan pluriannuel d'investissement sera réexaminé et articulé avec le futur Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), afin d'ajuster la trajectoire aux capacités financières réelles de l'établissement.

Dans ce contexte, seuls les travaux sécuritaires et réglementaires ont été inscrits au BI 2026, pour un montant global de 495 k€, à savoir :

- Réfection de l'étanchéité du bâtiment d'accueil,
- Reprise de la façade fissurée des logements de fonction en ITE,
- Réhabilitation de la façade de la MDA suite au vol de la plaque de cuivre,
- Remplacement des portes fracturées durant l'été 2025 à la MM,
- Mise en sécurité des toitures – installation d'une ligne de vie.

1. 3. Gestion des ressources humaines

La politique RH, responsable et partagée, déployée depuis 2025 vise à répondre à des besoins croissants tout en renforçant l'attractivité de l'établissement et la qualité de vie au travail. Toutefois, les impératifs de sécurisation financière ont conduit l'université à décaler dans le temps certaines actions présentant des enjeux budgétaires importants. Par ailleurs, afin de garantir la continuité des obligations réglementaires en matière de santé au travail et d'améliorer l'accompagnement des agents, l'établissement a conclu un partenariat avec l'INP permettant de mutualiser le recrutement d'un médecin du travail et d'une infirmière.

1. 4. Traduction des moyens budgétaires

L'enveloppe recherche et formation

Dans le cadre de la préparation budgétaire 2026, les moyens alloués à la formation et à la recherche ont été définis comme suit :

➤ **Enveloppe Formation :**

- **Dotation globale :** La dotation aux trois UFR est maintenue à 271 000 €, identique à celle de 2025, selon les mêmes critères de répartition.
- **Crédits spécifiques :**
 - L'Antenne d'Agen bénéficie d'une dotation de 35 000 €.
- **Ressources propres :** ré-indexation à 43 % des crédits issus de la formation continue sont reversés aux UFR.
- **Formations en apprentissage :** La ligne budgétaire dédiée au droit de tirage sur les crédits du CFA a été relevé à 23 % au lieu de 20%.
- **Fonds de soutien à la pédagogie (FSP) :** Le montant est reconduit à 70 000 €, confirmant une hausse progressive ces dernières années.

Total Enveloppe Formation : 276 000 €

➤ **Enveloppe Recherche :**

- **Dotation globale :** L'enveloppe est maintenue à 934 939 € par rapport au BI 2025.

Total Enveloppe Recherche : 934 939 €.

Ces allocations budgétaires témoignent de l'engagement de l'établissement à soutenir ses missions essentielles, en assurant la stabilité des dotations tout en répondant aux besoins spécifiques identifiés dans le cadre du dialogue de gestion.

En conclusion, le budget initial 2026, malgré une orientation restrictive, met en évidence les limites du cadre budgétaire actuel face à la hausse des charges. Il intègre une réduction significative de 20 % de l'enveloppe de fonctionnement sur l'ensemble des CRB (hors SIGDU), dont il appartient aux ordonnateurs de droit et secondaires de ventiler la diminution en veillant au respect des enveloppes dédiées à la formation et à la recherche.

Dans un contexte de dégradation de la trajectoire financière de l'université, le DOB rappelle que seul un effort collectif permettra de stabiliser puis d'inverser cette dynamique. L'ensemble des équipes est ainsi appelé à s'impliquer pleinement dans ce processus budgétaire 2026 exigeant, en alignant leurs actions sur les priorités stratégiques définies et en optimisant l'usage des ressources disponibles. Cette mobilisation partagée est indispensable pour garantir une trajectoire financière soutenable et contribuer concrètement au redressement de la situation de l'UBM sur plusieurs années. Elle doit s'accompagner d'un dialogue renforcé avec l'État et les partenaires locaux afin d'assurer la viabilité de l'établissement à moyen terme. Ce sera tout l'enjeu du COMP « 100% missions ».

Cette note a pour objet d'éclairer les membres de l'organe délibérant sur les raisons et les conséquences des décisions soumises à leur vote. Le budget initial 2026 sera présenté au conseil d'administration du vendredi 19 décembre 2025.

Nb : tous les tableaux budgétaires détaillés pour vote et pour information ont été mis à disposition du Rectorat et du CA le 5 décembre 2025, dans le respect des délais réglementaires.

1. 5. Les enjeux du budget initial 2026

1. 5. 1. Le niveau des autorisations budgétaires

Le budget de l'exercice 2026 est évalué :

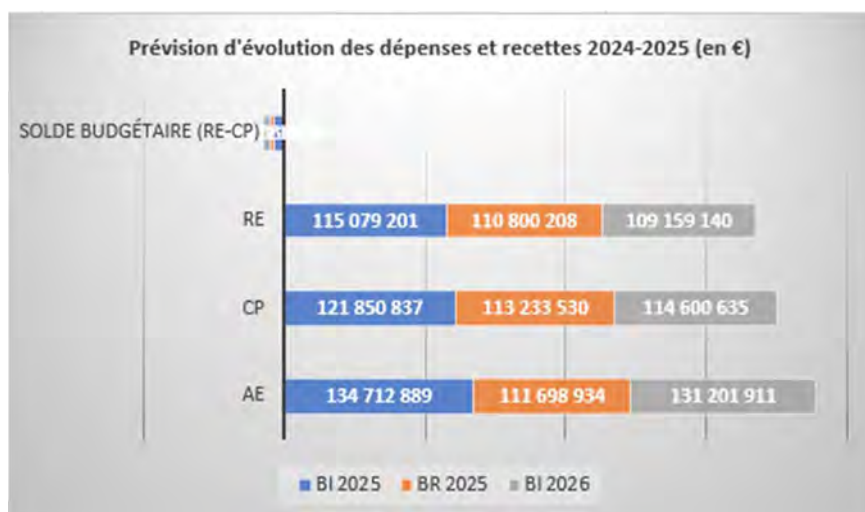
- En dépenses :
 - **131,2 M€** en Autorisations d'Engagement (AE)
 - **114,6 M€** en Crédits de Paiement (CP)
- En prévision de recettes encaissées (RE) : **109,2 M€**

Le solde budgétaire prévisionnel est, par conséquent, déficitaire et s'élève à **-5,4 M€ conformément au Tableau 2 des autorisations budgétaires.**

Budget en €	BI 2026
AE	131 201 911
CP	114 600 635
RE	109 159 140
Solde budgétaire (RE-CP)	-5 441 495

Evolution année 2025-2026

Budget en €	BI 2025	BR 2025	BI 2026	Ecart BI 2026/ BR-2025		Ecart BI 2026/BI2025	
				€	%	€	%
AE	134 712 889	111 698 934	131 201 911	19 502 977	17,5%	-3 510 978	-3%
CP	121 850 837	113 233 530	114 600 635	1 367 104	1,2%	-7 250 203	-5,95%
RE	115 079 201	110 800 208	109 159 140	-1 641 068	-1,5%	-5 920 061	-5%
Solde budgétaire (RE-CP)	-6 771 636	-2 433 323	-5 441 495	-3 008 172	124%	1 330 141	-20%



L'analyse croisée des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des prévisions de recettes met en évidence une évolution budgétaire contrastée, marquée à la fois par une nécessaire reprogrammation des investissements et par une dynamique de maîtrise des dépenses.

Les autorisations d'engagement (AE) progressent de +17,5 % par rapport au BR-2025, principalement du fait de la reprogrammation d'opérations d'investissement majeures inscrites au CPER 2021-2027 et de la montée en charge de nouvelles opérations structurantes (réaménagement des espaces de vie étudiante, équipements scientifiques, travaux réglementaires), tout en respectant le cadre limitatif défini dans la DOB. Cette progression est également portée par l'augmentation des coûts d'infrastructure et des contrats supports (nettoyage, gardiennage). Toutefois, comparées au budget initial 2025, les AE enregistrent une diminution de 3,6 M€, traduisant les efforts engagés par l'établissement pour contenir les engagements et optimiser la planification pluriannuelle.

Les crédits de paiement (CP) augmentent de manière plus modérée (+1,2 %) par rapport au BR 2025, avec une hausse ciblée des dépenses de fonctionnement et de masse salariale, tandis que les CP d'investissement reculent. Par rapport au BI 2025, la diminution est marquée (-6 %, soit -7,25 M€), confirmant un pilotage resserré des décaissements et une volonté de préserver la soutenabilité financière. Cette diminution est également le résultat de la priorisation des activités dès 2025 avec la réduction des 15% de l'enveloppe de fonctionnement et de 30% de l'enveloppe d'investissement.

Enfin, les prévisions de recettes encaissées (RE) s'inscrivent en légère baisse (-1,5 %), sous l'effet de reprogrammations de versements CPER et de calendriers de financement décalés pour plusieurs opérations immobilières et numériques. Cette contraction est partiellement compensée par les loyers GER et par des recettes hors OPPA en croissance, notamment celles liées à la CVEC, au COMP 2025-2027 et à des projets de recherche en cours de dépôt (ex : GPR Human Past).

Dans l'ensemble, ces évolutions témoignent d'une gestion budgétaire prudente et réactive, permettant d'ajuster les engagements et les décaissements tout en sécurisant les capacités financières de l'établissement dans un contexte d'investissement important et de tension sur les coûts d'exploitation. L'établissement poursuit ainsi une trajectoire de maîtrise et d'optimisation de ses marges de manœuvre, essentielle à la mise en œuvre de ses projets stratégiques dont ceux du COMP « 100% missions », et de sécurisation financière pluriannuelle.

Répartition des prévisions de recettes encaissées (RE) par typologie :

Par principe les recettes sont toutes globalisées et par exception elles sont fléchées et concernent exclusivement les opérations pluriannuelles (OPPA) du Tableau 9.

Recettes Encaissées (RE)		Rép %
en €	BI 2026	BI 2026
Globalisées	104 935 512	96,1%
Fléchées	4 223 628	3,9%
Total RE	109 159 140 €	100,0%

Evolution année 2025-2026

Recettes Encaissées (RE)			Ecart BI 2026/BR 2025		Rép %	
en €	BR 2025	BI 2026	€	%	BR 2025	BI 2026
Globalisées	103 581 653	104 935 512	1 353 859	1,3%	93,5%	96,1%
Fléchées	7 218 555	4 223 628	-2 994 927	-41,5%	6,5%	3,9%
Total RE	110 800 208 €	109 159 140 €	-1 641 068 €	-1,5%	100,0%	100,0%
dont sur OPPA (T9)	7 406 633	4 319 194	-3 087 439	-41,7%		
dont hors OPPA	103 393 575	104 839 946	1 446 371	1,4%		

1. 5. 2. Les points saillants impactant le budget 2026

1. 5. 2. 1. L'absence de pré-notification de SCSP

L'absence de PLF 2026 et donc de pré-notification de la subvention pour charges de service public (SCSP) a réduit la capacité de l'établissement à construire un budget pleinement sincère et soutenable, alors même que les charges exogènes continuent de croître et de peser sur l'équilibre budgétaire.

À ces contraintes s'ajoute un environnement politique national orienté vers une plus grande rigueur budgétaire, imposant des limitations supplémentaires qui rendent l'élaboration d'un budget équilibré encore plus complexe. Cette exigence, bien que contraignante, s'inscrit toutefois dans une démarche vertueuse de maîtrise et de sécurisation des finances d'UBM.

Dans ce cadre, et compte tenu de la transmission tardive des informations nécessaires à la projection des moyens, le montant de SCSP inscrit au budget a été calé sur les dotations communiquées lors de la notification intermédiaire du 21 juillet 2025, intégrant en outre la tranche 2026 du « petit » COMP (30 %). Cette approche vise à maintenir une cohérence budgétaire minimale malgré l'incertitude persistante sur les ressources définitives pour 2026.

Ainsi, la subvention pour charges de service public inscrite au budget initial s'élève à **90 770 559 €**, dont **589,2 k€** au titre de la tranche 2026 du COMP 2025-2027.

En rappel, le montant de la SCSP inscrit au BR 2025 s'élève à **88 249 966 €**.

Evolution de la SCSP : source comptes financiers :

	2024	2023	2022	2021
SCSP	88 324 903	87 973 322	84 794 892	83 269 344
Dont - Masse salariale	82 103 284	81 084 374	78 102 851	77 311 123
Dont - Fonctionnement	6 221 619	6 888 948	6 692 041	6 139 780

Source CoFi 2024

1. 5. 2. 2. L'impact de la Contribution de Vie Etudiante et de Campus (CVEC)

L'évaluation du produit prévisionnel de la Contribution de Vie Étudiante et de Campus (CVEC) pour 2025 repose sur les dispositions du décret n°2019-685 du 30 juin 2019, notamment les articles D.841-5 et D.841-6 du Code de l'éducation. Deux paramètres principaux fondent cette estimation :

- Le nombre d'étudiants inscrits dans le périmètre en 2024-2025 : 15 584 ;
- La base forfaitaire retenue par l'établissement : 68 € par étudiant.

Sur cette base, le montant inscrit au budget initial 2026 s'établit comme suit :

Recettes encaissées (RE)

- 1,06 M€, correspondant à l'hypothèse 68 € × 15 584 étudiants.

Dépenses

- Autorisations d'engagement (AE) : 1,2 M€, incluant 117 K€ de crédits reprogrammés des campagnes antérieures ;
- Crédits de paiement (CP) : 1,1 M€, intégrant également 117 K€ de reprogrammation.

Cette estimation, construite selon une approche analytique et prudente, sera révisée lors du budget rectificatif 2026, afin d'ajuster recettes et dépenses au regard des réalisations constatées.

Par mesure de sécurisation, une enveloppe de 125 K€ a été centralisée. Elle correspond à l'écart entre une programmation prudentielle des dépenses sur une base de 68 €/étudiant et une

projection des recettes calculée selon le même montant unitaire, garantissant ainsi la fiabilité de la prévision.

La gestion des crédits CVEC requiert une programmation pluriannuelle stricte. Le courrier de la DAF-B2 du 25 mars 2020 rappelle le cadre applicable : la reprogrammation est autorisée dans les limites de l'article R.719-57 du Code de l'éducation, mais tout report de crédits en dehors de ce cadre est proscrit. En conformité avec cette réglementation, les crédits de la CVEC 2026, ainsi que ceux issus des reprogrammations antérieures, ont été ouverts en AE et CP sur l'exercice 2026.

Les crédits CVEC permettent également de financer des projets structurants, tels que les travaux de la Maison des étudiants (50 K€).

Enfin, la programmation des crédits CVEC impacte directement l'équilibre du compte de résultat prévisionnel (T6) et du solde budgétaire annuel (T2), en raison du décalage entre ressources perçues les années précédentes et engagements de l'exercice. Ce décalage s'élève à 57 K€ au BI 2026.

1. 5. 2. 3. Stabilisation du nombre d'inscriptions MISE A JOUR A VENIR (ODE)

Source ODE

Au niveau global :

- Stabilité des effectifs physiques, avec une sensible hausse de 0,6% soit +96 ;
- Diminution des effectifs boursiers : -130, soit -0,6%.

Au niveau LMD :

- Augmentation des effectifs : 113, soit 1,3%

Effectifs comparés 2024-25 et 2025-26						
Type de diplôme	2025-26 (au 08/12/2025)		2024-25 (au 09/12/2024)		Ecart	
	Effectifs physiques	Nombre d'inscriptions adm.	Effectifs physiques	Nombre d'inscriptions adm.	Effectifs physiques	Nombre d'inscriptions adm.
Lic. LMD	9029	9284	8916	9192	113	92
Master	2784	2823	2751	2788	33	35
MEEF	248	248	268	269	-20	-21
Doctorat	467	467	475	475	-8	-8
BUT	838	852	850	854	-12	-2
Lic Pro	168	168	177	177	-9	-9
DAEU	140	140	157	159	-17	-19
HDR	4	4	5	5	-1	-1
Prépa	230	231	208	214	22	17
Certif. ou cours	1016	1940	1107	1944	-91	-4
CPGE	367	368	393	393	-26	-25
Autres	1169	1311	1057	1189	112	122
TOTAL	16460	17836	16364	17659	96	177

Source : Apogée, extractions des 09/12/2024 et 08/12/2024 - Observatoire des Étudiants

Effectifs boursiers comparés 2024-25 et 2025-26			
Boursiers	08/12/2025	09/12/2024	Ecart
Oui	5949	6079	-130
Non	10511	10285	226
TOTAL	16460	16364	96

Source : Apogée, extractions des 09/12/2024 et 08/12/2024 - Observatoire des Étudiants
Périmètre : inscriptions premières

Cette augmentation globale du nombre d'inscription administrative (+1%) entraîne une hausse sur le montant des droits d'inscription inscrits en recette dans le BI 2026, soit +89K€ par rapport à 2025. Le montant s'élève donc à 1,8 M€.

1. 5. 2. 4. L'impact des ressources issues du CFA.

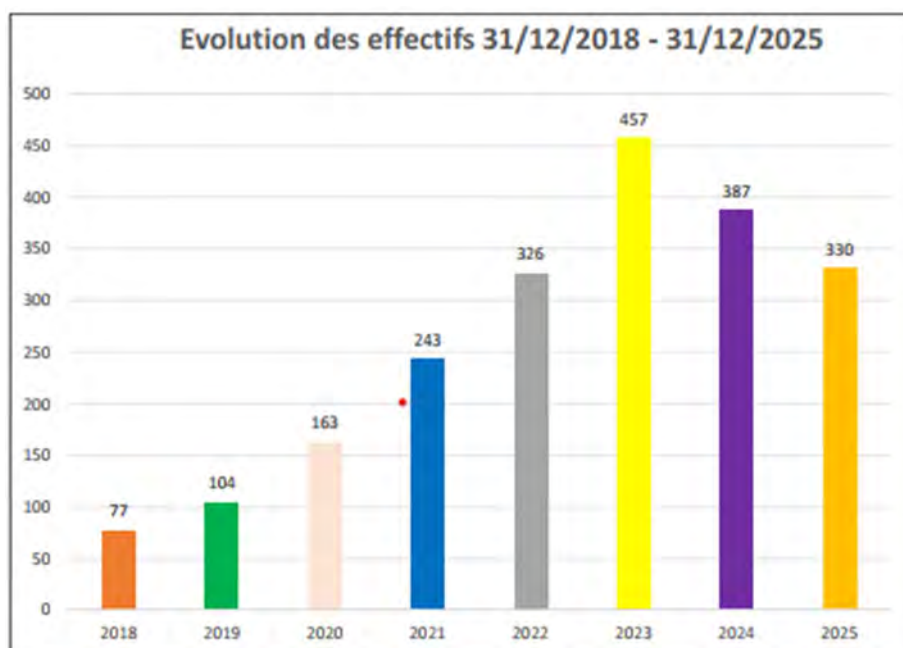
Dans le cadre de la loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » du 5 septembre 2018, l'apprentissage constitue un enjeu stratégique majeur pour les établissements, tant pour le développement des compétences que pour la pérennisation d'un modèle économique générateur de nouvelles ressources.

Cependant, plusieurs facteurs structurels pèsent sur le budget 2026 du CFA, en particulier :

Diminution des ressources

- La baisse du dispositif d'aide aux entreprises, fixé à **5 000 € par contrat** pour la première année d'embauche, prendra fin le **31 décembre 2025** pour le secteur privé ;
- Arrêt du financement des formations de niveau 6 et 7 de qualification par le CNFPT ;
- La mise en place d'une contribution obligatoire des employeurs de **750€ par apprenti** à l'embauche depuis le 01/07/2025 (décret 2025-585) ;
- Le financement des CFA selon la durée réelle des contrats d'apprentissage (paiement au prorata de la durée des formations sur une base journalière et non plus mensuelle), minoration de 20% des NPEC dès lors qu'il y a plus de 80% de formation en distanciel dans le cursus des apprentis ;
- Une réduction significative des effectifs prévisionnels est anticipée : **330 alternants**, soit une baisse de **57 alternants (-15 %) par rapport à 2024** ;
- Le niveau moyen de prise en charge par contrat (NPEC) a été révisé à **6 200 €**, impactant positivement le volume global des recettes ;

En conséquence, le **volume prévisionnel des recettes (RE)** est estimé à **2,05 M€ au BI 2026** en baisse par rapport au **BI 2025 (2,32 M€)**, du fait de la baisse du nombre d'apprentis.

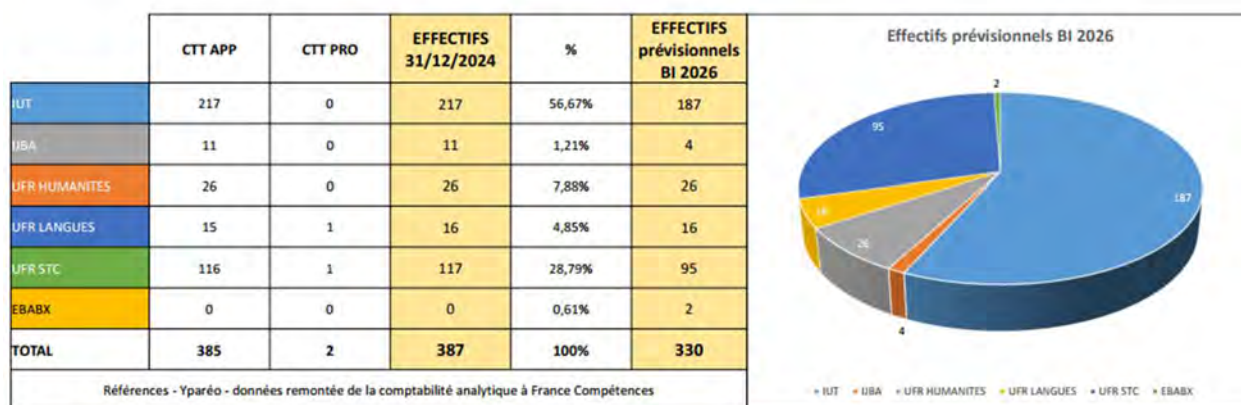


Augmentation des coûts par alternant :

- 2 035 € en 2025 à 2 431 € en 2026 soit 396 € d'augmentation
- 1 381 € en 2024 à 2 035 € en 2025 soit 654 € d'augmentation
- La baisse des effectifs combinée au maintien des charges fixes et à l'ouverture de nouveaux parcours sur le site de Pessac accroît mécaniquement le coût par alternant.
- De nouveaux parcours ouverts à l'apprentissage incluent :
 - **Licence professionnelle (CPSIDDPS),**
 - **Master 2 Archéologie,**
 - **Master 2 Artistes intervenants.**

Dans le cadre du projet stratégique visant à créer un **CFA « prestataire »**, une convention-cadre de partenariat a été signée le 30 juin 2025 avec l'École des Beaux-Arts de Bordeaux (EBABX). Elle s'est traduite par l'ouverture du Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique (DNSEP, niveau 7 – Master). Pour 2026, la prévision porte sur deux contrats d'alternants.

Prévision de répartition des effectifs par composante au prorata du nombre d'apprentis connus au 31/12/2025 :



Répartition des dépenses :

Les dépenses inscrites pour 2026 (en AE et CP) se répartissent comme suit :

- Fonctionnement : 1,53 M€ ;
- Dépenses de personnel : 644 K€, incluant la valorisation des personnels mobilisés ;
- Investissement : 100 K€, correspondant au cofinancement des projets REVES.

Dans le cadre de la sécurisation financière de l'établissement et du respect de sa trajectoire pluriannuelle, aucune dépense n'est venue impacter le fonds de roulement du CFA (SACD). Les recettes prévisionnelles 2026 couvrent ainsi l'intégralité des dépenses programmées sur les trois enveloppes (fonctionnement, investissement, personnel).

Par ailleurs, aucun appel à projets d'investissement n'a été lancé par le CFA pour l'exercice 2026.

Impact sur les composantes

- Le modèle analytique Apprenti'Sup, basé sur les **330 apprentis**, prévoit une allocation budgétaire aux composantes concernées (IUT, IJBA, UFR Hum, UFR L&C, UFR STC) dans le cadre de l'enveloppe formation validée en CFVU.
- Un **droit de tirage** révisé pour 2026 passant de 20% à **23 %** est intégré au budget global des composantes, participant à la redistribution des moyens.

1. 5. 2. 5. Augmentation modérée de la masse salariale, contrôlée et maîtrisée, et évolution des ETPT

Le budget initial 2026 pour la masse salariale s'élève à **93 476 711 €**, soit une augmentation de **1,2 %** par rapport au budget rectifié (BR) 2025 (92 358 908 €).

La projection initiale de l'enveloppe de personnel s'élevait à **96,6 M€**, sans avoir intégré d'autres évolutions que les mesures nouvelles liées aux réformes (augmentation du CAS pension, complémentaire santé collective obligatoire) ainsi que l'effet lié aux parcours professionnels de nos agents (ancienneté, avancements) sur le GVT.

L'augmentation de la masse salariale en 2026 ne permettant pas d'élaborer un budget soutenable avec des indicateurs financiers conformes à la réglementation en vigueur, l'établissement a engagé une démarche volontariste de réduction des dépenses, en lien étroit avec l'autorité de tutelle et les inspecteurs généraux qui accompagnent l'établissement dans le cadre du COMP global.

Afin d'assurer la soutenabilité budgétaire de notre trajectoire d'emplois, un travail approfondi a été lancé à l'automne pour permettre d'identifier et de mettre en œuvre des mesures ayant un impact à court et à moyen terme.

L'Université Bordeaux Montaigne a mis en place plusieurs mesures d'économies qui sont présentées ci-dessous :

- **Personnels enseignants et enseignants-chercheurs :**

- **Titulaires** : pas d'ouverture de concours en 2026, ni de report du concours infructueux de la campagne d'emplois 2025 ; les besoins liés aux départs définitifs d'enseignants-enseignants chercheurs (EC) pourront être couverts par des ATER. Ceux liés aux départs d'enseignants du second degré pourront être couverts par des CDD enseignants.

En parallèle, l'enjeu du travail en cours sur l'offre de formation actuelle et future est de redéfinir cette offre selon des critères de soutenabilité.

L'économie réalisée s'élève à **436 K€** soit 4,3 ETPT annuels (*effet en année pleine : 1,3 M€*)

- **Contractuels** : réduction des postes d'ATER de 24,5 ETPT ; non recrutement de 6 doctorants à la rentrée 2026.

L'économie réalisée s'élève à **468 K€**.

- **Personnels BIATSS :**

- **Titulaires** : le remplacement des départs définitifs sera arbitré en fonction de 3 critères : l'obligation réglementaire, la continuité des missions de service public essentielles au

fonctionnement de l'établissement, et le projet stratégique de l'établissement. Les départs au fil de l'eau seront pourvus en priorité par des agents contractuels.

L'économie réalisée s'élève à **273 K€**.

- **Contractuels CDD/CDI** : la suppression de certains postes de contractuels, à l'issue des contrats en cours sera opérée dans une logique de mutualisation des fonctions transverses (RH, logistiques, finances...).

L'économie réalisée s'élève à **1,1 M€** (30 ETP)

• **Les autres mesures :**

- **Emplois étudiants** : diminution de l'enveloppe de **90 K€** sur les emplois financés par UBM.
- **Heures complémentaires** : réduction de 5 % du volume prévu, soit **220 K€**.
- **Complémentaire santé** : estimation plus affinée du coût lié à la PSC, ayant entraîné une révision à la baisse de son impact sur 2026 (réduction de **200 k€**).
- Suppression de l'enveloppe dépenses des frais de gestion « CFA » de **203 K€**.
- Suppression de l'enveloppe « conférence sociale » de **200 K€**.

Au total, l'application de ces mesures se traduit par une **économie cumulée de 3,1 M€** entre la première et la dernière version projetée du budget initial 2026.

En synthèse, les mesures exogènes et non compensées qui impactent l'université :

Principales mesures hétérogènes dont le financement est incomplet ou inexistant impactant 2026	Financement	Coût	Reste à charge
Mesures GUERINI (& hausse point 2022)	2 983 089 €	4 701 773 €	1 718 684 €
CAS pension (+4%)	522 195 €	1 305 487 €	783 292 €
Complémentaire santé (coût "net")	0 €	315 000 €	315 000 €
VMRR (versement de mobilité régional & rural)	0 €	70 047 €	70 047 €
Contrat doctoraux (revalorisation +100€ brut)	161 280 €	161 280 €	0 €
TOTAL	3 666 564 €	6 553 587 €	2 887 023 €

La variation entre le budget rectificatif 2025 et le budget initial 2026 par type de population :

B.I 2026 (V5)	BI 2026	BR 2025	Variation	% BI/BR
Enseignants titulaires	45 546 132 €	44 684 353 €	861 779 €	1,9%
BIATSS titulaires	18 092 254 €	18 031 231 €	61 023 €	0,3%
BIATSS contractuels & apprentis	7 471 496 €	8 032 250 €	-560 753 €	-7,0%
Contractuels étudiants	926 344 €	960 000 €	-33 656 €	-3,5%
Enseignants contractuels	9 141 951 €	9 078 853 €	63 098 €	0,7%
Primes et indemnités	5 859 164 €	5 765 304 €	93 860 €	1,6%
Heures complémentaires	4 170 223 €	4 241 197 €	-70 974 €	-1,7%
Recherche	2 021 146 €	1 035 719 €	985 427 €	95,1%
Hors paye	248 000 €	530 000 €	-282 000 €	-53,2%
Divers/réserves/marge				
Total	93 476 711 €	92 358 908 €	1 117 803 €	1,2%

L'augmentation significative sur la recherche de 1M€ concerne l'enveloppe des appels à projets mentionnés plus haut (GPR Human Past, Trancend...).

1. 6. Le budget de l'établissement

1. 6. 1.L'évolution des recettes propres encaissées (RE) 2025-2026

Les ressources propres globales (hors SCSP) prévisionnelles de l'établissement pour le BI 2026 représentent 17% des recettes encaissables globales (contre 83% pour le SCSP), avec une diminution de 9% par rapport au BR-2025 (1,85M€). Cependant, il est important de souligner que cette baisse traduit l'effet de la reprogrammation des recettes issues des projets financés par la région et le CPER 2021-2027, dans le cadre du budget rectificatif. De plus, le montant de SCSP pour 2026 est supérieur par rapport au BR-2025, en raison des notifications intermédiaires reçues en juillet, ainsi que de l'inscription de la tranche 2026 du COMP et des 40% de la compensation du CAS pension.

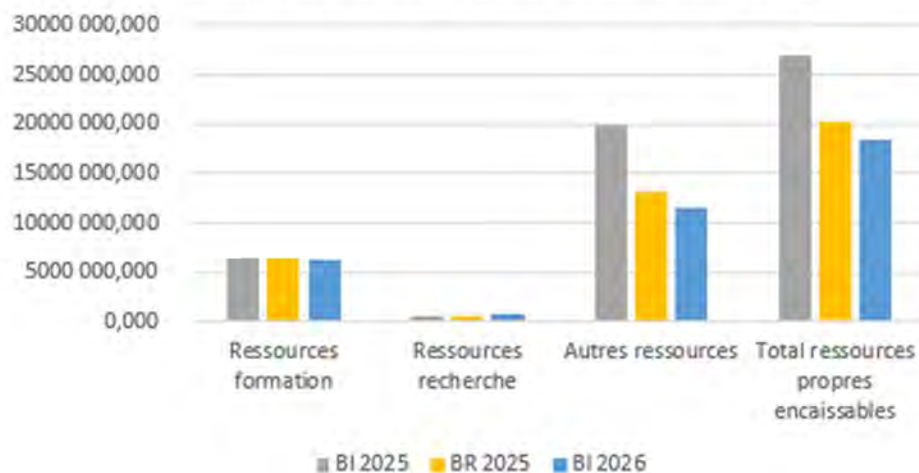
Evolution des recettes (RE) propres par origine :

Evolution des ressources propres				BI 2026/BR-2025	
RE en K€	BI 2025	BR 2025	BI 2026	ecart	%
Droits d'inscription	1 745	1 745	1 831	86	5%
CVEC	1 063	1 129	1 060	-69	-6%
Formation continue, diplomes propres, VAE	4 733	4 670	4 307	-362	-8%
Taxe d'apprentissage	40	40	50	10	25%
Contrats et prestations de recherche hors ANR	8	8	0	-8	-100%
Valorisation	298	227	273	47	21%
ANR hors PIA	348	396	433	37	9%
Subventions Union européenne	498	1 242	975	-267	-22%
Subventions Région	7 408	3 227	1 687	-1 540	-48%
Autres subventions	7 776	3 848	4 129	280	7%
Autres recettes propres	3 094	3 701	3 643	-58	-2%
Total recettes propres encaissables	27 010	20 234	18 389	-1 846	-9%

Les recettes propres se répartissent selon trois grands domaines d'activité

(Répartition Ministère COFISUP-Data ESR)

Variation ressources propres 2025-2026 (en €)

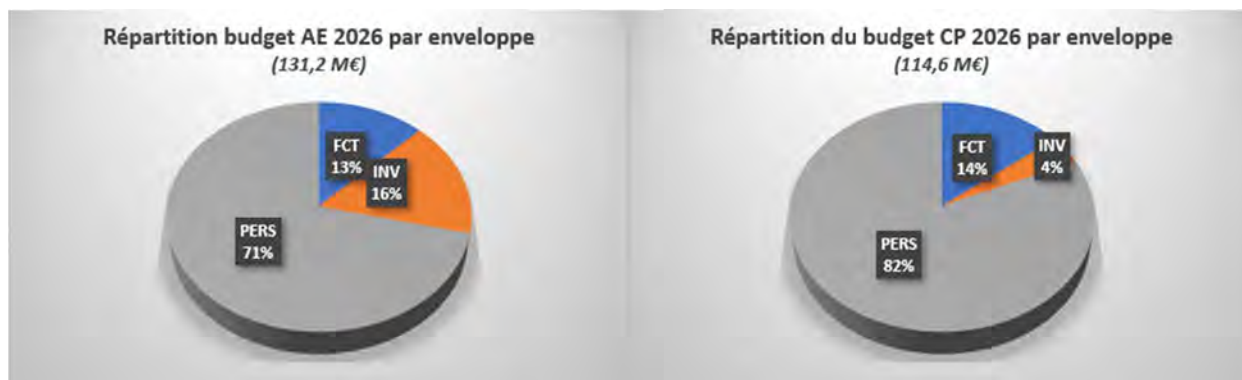


Recettes/RE en M€	COFI 2018	COFI 2019	BI 2025	BR 2025	BI 2026	BI 2026/BR-2025	
						Ecart	Evol %
Droits inscription	0,976	1,024	1,745	1,745	1,831	0,09	4,9%
FC, DU, VAE	0,673	0,954	4,733	4,670	4,307	-0,36	-7,8%
TA	0,106	0,836	0,040	0,040	0,050	0,01	25,0%
Ressources formation	1,755	2,814	6,518	6,455	6,189	-0,27	-4,1%
Valorisation	0,040	0,010	0,298	0,227	0,273	0,05	20,5%
ANR hors invest avenir	0,480	0,900	0,348	0,396	0,433	0,04	9,3%
Contrats & prestations de recherche hors ANR	0,530	0,670	0,008	0,008	0,000	-0,01	-100,0%
Ressources recherche	1,550	2,080	0,654	0,631	0,707	0,08	12,0%
Région	0,960	1,670	7,408	3,227	1,687	-1,54	-47,7%
Union européenne	2,830	1,950	0,498	1,242	0,975	-0,27	-21,5%
Autres ressources propres (dont CVEC)	1,420	2,100	4,157	4,830	4,703	-0,13	-2,6%
Autres subventions	4,930	5,650	7,776	3,848	4,129	0,28	7,3%
Autres ressources	10,140	11,370	19,838	13,148	11,493	-1,65	-12,6%
Total ressources propres encaissables	13,445	16,264	27,010	20,234	18,389	-1,85	-9,1%

1. 6. 2. La répartition des dépenses par enveloppe 2025-2026

Elle est expliquée au point § 1.5.1 Supra.

BI 2026		
en €	AE	CP
FCT	16 371 624	16 465 747
INV	21 353 577	4 658 177
PERS	93 476 711	93 476 711
Total	131 201 911	114 600 635



➤ Evolution du budget prévisionnel d'AE par enveloppe BI 2026- BR 2025

Par enveloppe				Ecart BI 2026/ BR-2025		Ecart BI 2026/BI2025	
Budget d'AE en €	BI 2025	BR 2025	BI 2026	€	%	€	%
Fonct	19 274 608	14 980 955	16 371 624	1 390 668	9,3%	-2 902 984	-15%
Invest	21 292 379	4 359 070	21 353 577	16 994 507	389,9%	61 198	0%
Personnel	94 145 902	92 358 908	93 476 711	1 117 802	1,2%	-669 191	-1%
Total AE	134 712 889	111 698 934	131 201 911	19 502 977	17%	-3 510 978	-3%

Le budget augmente de + 19,5 M€ en AE, soit 17% par rapport au BR-2025 (*Se référer au point § 1.6.1 supra*) et s'explique par :

➤ Evolution du budget prévisionnel de CP par enveloppe BI 2026-BR 2025

Par enveloppe				Ecart BI 2026/ BR-2025		Ecart BI 2026/BI2025	
Budget CP en €	BI 2025	BR 2025	BI 2026	€	%	€	%
Fonct	19 512 680	15 962 271	16 465 747	503 477	3,2%	-3 046 932	-15,6%
Invest	8 192 256	4 912 352	4 658 177	-254 175	-5,2%	-3 534 079	-43,1%
Personnel	94 145 902	92 358 908	93 476 711	1 117 802	1,2%	-669 191	-0,7%
Total CP	121 850 837	113 233 530	114 600 635	1 367 104	1,2%	-7 250 203	-6,0%

Le budget de CP augmente de 1,4 M€, soit 1,2% par rapport au BR-2025 (*Se référer au point c§ 1.5.1 supra*). Cela s'explique par la reprogrammation sur les OPPA et les restes à payer sur des engagements pris sur les exercices antérieurs.

Les engagements juridiques concernant le récurrent pris pour l'année 2026 doivent se réaliser au cours de la même année, à l'exception des engagements fermes contractuels (marchés, mandats SRIA, etc.).

1. 6. 3. Le solde budgétaire du budget initial 2026

Le solde budgétaire correspond à la différence entre la prévision des recettes encaissées (RE) et la prévision des crédits de paiement (CP) de l'année, soit la variation de trésorerie générée par les opérations budgétaires (solde intermédiaire de trésorerie).

Il doit s'analyser au regard des modalités de financement de l'établissement et des montants disponibles en trésorerie (12,37 M€) et dans le fonds de roulement (3,96M€) à l'issue de l'exercice. Ces indicateurs ont été calculés sur la base de ceux du BR 2025, eux même calculés à partir de ceux du compte financier 2024. Ilse seront réajustés au BR 2026 sur la base des résultats du compte financier 2025.

Le solde budgétaire prévisionnel de l'année 2026 est déficitaire et s'élève à -5,44 M€. Ce montant englobe les décalages de décaissement et d'encaissement liés aux opérations pluriannuelles et à leur temporalité d'exécution. Cependant, l'analyse de ce solde met en évidence que l'établissement assume avec difficultés son fonctionnement courant du fait du poids exponentiel des dépenses exogènes et endogènes depuis plusieurs années dont le poids de la masse salariale.

De plus, le recours au FDR est indispensable afin de financer les investissements sécuritaires et réglementaires, et maintenir un niveau d'équipement (technique, scientifique, informatique) en lien avec les ambitions de l'université.

Ce solde budgétaire prévisionnel s'explique par :

- Un solde budgétaire prévisionnel négatif de 4,91 M€ sur le hors OPPA malgré tous les efforts de réduction de la dépense engagée dès 2025 :
 - Prélèvement pour financer les investissements (2 M€) et qui concerne les travaux hors PPI et équipements informatiques et numériques récurrents ;
 - Les mesures salariales exogènes non compensées (2,9 M€) ;

Ces financements s'opèrent via un prélèvement sur la trésorerie (et du FDR).

- Un solde budgétaire négatif de 528 K€ lié aux OPPA (Tg) dont +495K€ sur les opérations d'investissement, -289,5K€ sur les contrats de recherche et -733K€ sur les contrats d'enseignement.
- L'équilibre du budget consolidé se fait par un prélèvement sur la trésorerie à hauteur de 5,56 M€ via un prélèvement sur la trésorerie fléchée (224,25 K€) et sur la trésorerie non fléchée (5,33 M€ dont 419 K€ sur les OPPA). Ce montant prévisionnel tient compte du solde budgétaire et de la balance (-115 K€) des opérations pour comptes de tiers qui sont non budgétaires (T5).

1. 6. 4. Focus sur les centres de responsabilité budgétaire (CRB)

Le budget d'autorisation d'engagement (AE) hors opérations pluriannuelles (114 M€) se répartit par enveloppe et par CRB comme suit :

CRB	FCT	INV	PERS	Budget AE	Rép %
900 Support	2 489 240	211 000	1 286 240	3 986 480	3,6%
901 HUM	117 999		15 600	133 599	0,1%
902 L&C	126 199		14 378	140 577	0,1%
903 STC	131 732		8 100	139 832	0,1%
904 IUT	512 000		1 167 404	1 679 404	1,5%
906 IJBA	151 200	37 000	203 000	391 200	0,4%
912 SCD	618 820			618 820	0,6%
913 Soutien	979 474	10 000	77 575	1 067 049	1,0%
914 MS			87 838 792	87 838 792	80,3%
915 DPIL	3 547 900	610 000		4 157 900	3,8%
916 DSIN	1 182 518	495 712		1 678 230	1,5%
918 Recherche	1 671 399	13 000	165 200	1 849 599	1,7%
920 SIGDU	1 793 000	810 200	805 438	3 408 638	3,1%
921 CFA	1 036 249		644 268	1 680 517	1,5%
922 CLEFF	518 700		109 500	628 200	0,6%
Total général	14 876 430 €	2 186 912 €	92 335 495 €	109 398 837 €	100,0%

Le CRB 900 SUPPORT héberge les réserves recherche et hors recherche qui viennent augmenter le poids dans la répartition du budget d'AE. Les réserves totales (2 M€) ont été limitées cette année aux appels à projets de la recherche (1,71M€), la sécurisation de l'enveloppe CVEC (125K€) et projets DRI (42 K€) et restes à payer (50K€)

Le montant du budget d'AE du CRB 900_Support hors réserves et hors OPPA s'élève à 1,67 M€ soit 1,46 M€ lié aux actions sociales, cotisations diverses dont nouveau contrat de la médecine préventive, la formation des personnels, équipements divers pour la PHSE et le marché sécurité.

Le CRB_913 SOUTIEN porte une majorité des crédits de la CVEC (437 K€). L'enveloppe du budget d'AE est ventilée entre les différents services et directions du CRB (DAPS-165 K€, SUAC-155K€, DOSIP-148 K€, DIVEC-286 K€, FTLV- 38,5 K€).

Le CRB_914 MS porte cette année l'ensemble des crédits des heures complémentaires, hors IUT et IJBA.

Le CRB_915 DPIL porte les charges de fonctionnement de l'établissement. Le montant des charges incompressibles est estimé à 3,5M€. Elles correspondent aux dépenses de fluides, des contrats de maintenance et d'entretien, de gardiennage et d'entretien des locaux et conventions de site (BUDL).

Le CRB_920 SIGDU porte ses propres frais d'infrastructures dont la dépense est incompressible. Ces dépenses sont couvertes en partie par la contribution des organismes partenaires (IEP, UB, INP, BSA...) selon la convention de site en vigueur.

1. 7. La soutenabilité budgétaire du BI 2026

Rappel du cadre réglementaire – soutenabilité budgétaire (décret du 2 décembre 2024 et arrêté du 5 décembre 2024).

Trois critères à respecter :

- **Fonds de roulement (FDR) ≥ 15 jours**
- **Trésorerie ≥ 30 jours**
- **Charges de personnel (ratio Dizambourg) < 85 % pour les établissements SHS**

Le budget est considéré comme insoutenable lorsque l'un de ces seuils de critères de soutenabilité n'est pas respecté.

Modalité de régulation :

Le conseil d'administration peut **autoriser un prélèvement sur le FDR et/ou la trésorerie** pour atteindre l'équilibre réel et financer tout type de dépense.

Ce prélèvement relève de la seule compétence du conseil et **ne nécessite pas d'autorisation du recteur.**

Les indicateurs financiers du budget initial 2026, établis à partir des résultats prévisionnels du budget rectificatif 2025, témoignent d'un projet de budget non soutenable mais dont les indicateurs devraient s'améliorer à l'issue du compte financier 2025. En effet

Indicateurs financiers	COFI 2024	BR 2025 <i>calculés à partir du COFI 2024</i>	BI 2026
Niveau final FDR	17 117 507	9 885 576 €	3 956 137
<i>NB de jours FDR</i>	60	33	13
Niveau final de trésorerie	20 685 633	17 926 144 €	12 369 507
<i>NB jours trésorerie</i>	73	60	41
<i>Ratio Dizambourg (chges pers/recettes encaissables)</i>	84,94%	86,53%	86,71%

1. Fonds de roulement (FDR) : ORANGE/ROUGE – en dessous du seuil

Écart au seuil : – 2 jours (625 K€)

L'interprétation qui en découle est que la marge de sécurité insuffisante, avec une capacité de couverture des décalages de trésorerie fragile.

Objectif à atteindre en cours d'année (BR 2026) : remonter au-dessus de 15 jours.

2. Trésorerie : VERT– seuil atteint

Écart au seuil : + 11 jours (soit 3,3 M€)

L'interprétation qui en découle est une tension prévisionnelle sur la liquidité. L'établissement devra renforcer sa vigilance sur les encaissements et le calendrier de dépenses.

Objectif : sécuriser la trésorerie à +30 jours par un pilotage des flux financiers continus.

3. Ratio Dizambourg: ROUGE – au-dessus du seuil

Écart au seuil : + 1,71 points

L'interprétation qui en résulte est que la masse salariale reste trop élevée par rapport aux ressources ; contrainte forte pour la construction et l'exécution budgétaire.

Objectif : ramener sous 85% le ratio Dizambourg via maîtrise de la MS (-1%) et augmentation des ressources propres (+2,5 %), le RD serait ramené à 84,16%.

1. 7. 1. La situation de la trésorerie

1. 7. 1. 1. Soutenabilité à l'échelle infra-annuelle

2026	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Valeur de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	17 306 144	31 906 809	22 582 833	14 271 620	23 891 194	29 106 932	15 061 935	37 275 431	30 044 402	23 965 238	29 639 639	19 305 234	239 156 439
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globales	22 473 104	50 453	200 180	23 843 105	16 030 305	1 233 335	22 324 742	749 731	2 075 231	14 095 585	2 814 190	2 510 290	108 375 152
Recettes budgétaires flexibles	0	0	35 000	11 800	29 200	1 448 436	96 421	34 642	251 524	144 135	1 962 441	507 191	8 235 429
Opérations non budgétaires	2 000	200	19 000	269 284	25 800	-202 941	22 790	102 270	3 902 000	325 184	86 304	303 181	1102 990
A. TOTAL	22 475 104	50 653	239 180	23 984 189	16 325 305	1 030 394	22 522 512	852 001	2 369 835	14 570 900	3 190 615	3 320 562	119 713 571
DECAISEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globales	0 243 510	3 127 042	0 859 190	0 626 033	9 102 002	0 100 411	0 765 702	7 803 443	0 123 004	3 167 106	10 309 514	11 042 743	103 822 735
Dépenses liées à des recettes flexibles	101 410	202 542	219 302	107 804	193 410	353 196	444 090	241 096	281 300	431 640	305 276	147 141	4 441 573
Opérations non budgétaires	29 300	101 034	527 897	526 594	31 600	10 104	84 526	14 962	143 934	210 889	420 273	104 845	1 629 911
B. TOTAL	0 473 220	3 430 618	1 406 389	1 254 431	9 426 012	4 553 607	859 322	8 059 481	5 507 338	3 601 025	10 835 603	11 294 729	115 894 219
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	14 001 884	-2 729 809	23 776 443	22 729 758	7 403 293	1 930 000	21 757 210	1 742 560	1 842 501	10 909 875	2 885 012	2 515 833	8 042 152
SOLDE CUMULE (1) + (2)	31 308 068	29 177 000	46 563 286	69 551 416	76 874 709	78 794 709	99 551 920	101 294 480	103 136 981	114 046 856	116 931 868	119 447 691	228 870 001
<i>dont niveau de la trésorerie flexibles</i>	-11 410	-262 107	-209 207	-133 504	-104 104	1 244 200	-311 664	-206 437	-38 777	-113 544	217 180	-42 030	-224 233
<i>dont niveau de la trésorerie non flexibles</i>	14 013 294	-3 237 212	23 985 650	22 863 262	7 507 397	1 725 796	21 968 874	1 949 000	1 881 278	11 023 415	3 102 192	2 557 863	7 766 385
													-1 104 834

Analyse des points bas du plan de trésorerie prévisionnel 2025 : mars, juin et décembre :

Les variations de trésorerie pour l'année 2026 sont principalement influencées par le calendrier des encaissements de la subvention pour charges de service public (SCSP). Les versements de la SCSP s'effectuent sur une temporalité de : janvier, avril, juillet et octobre.

L'établissement s'est déjà engagé sur la fin de l'exercice 2025 et renforcera son pilotage de manière plus régulière dès janvier 2026 dans :

- Un suivi rigoureux des flux : Une vigilance accrue devra être exercée par l'ordonnateur et le comptable pour sécuriser les encaissements et anticiper les décaissements critiques.
- Une gestion proactive : Prévoir des ajustements dans le calendrier des décaissements non prioritaires et être réactif dans la demande d'avance sur les projets notamment immobiliers.
- Planification budgétaire renforcée : Intégrer ces points bas dans les outils de pilotage pour anticiper les tensions et garantir le paiement des fournisseurs et des salaires sans interruption.

Cette approche permettra de préserver l'équilibre financier de l'établissement tout en assurant la continuité du service public.

Le niveau prévisionnel de trésorerie à l'issue de l'exercice 2026 se porte à **12,4 M€** après un prélèvement de 5,6 M€.

Le solde initial de trésorerie est le solde évalué à l'issue du budget rectificatif 2025.

Focus sur évolution du niveau de trésorerie

- **2017-2024** : données du compte financier
- **2025-2026** : données du budget prévisionnel

€	Cof1 2017	Cof1 2018	Cof1 2019	Cof1 2020	Cof1 2021	Cof1 2022	Cof1 2023	Cof1 2024	BR 2025	BI 2026
Niveau final de la TRÉSORERIE	18 891	19 945	20 131	23 021	27 586	23 487	19 601	20 686	17 926	8 606
NB jours TRÉSORERIE	79	83	81	92	106	88	67	73	60	28

Base Cof1 2024 base BR 2025

Il apparaît que le niveau de trésorerie, fortement influencé par les variations des exercices antérieurs, place l'établissement dans une situation instable, avec des écarts marqués entre les budgets prévisionnels et les comptes financiers. Au budget initial 2026, la trésorerie prévisionnelle est estimée à 12,4 M€, soit

l'équivalent de 28 jours de fonctionnement (sur la base d'une dépense journalière de 305,4 K€ hors investissement), pour un seuil de sécurité fixé à 30 jours.

Il convient de préciser que cet indicateur ne tient pas compte du fait qu'une part importante de la trésorerie de l'université est déjà mobilisée pour financer des opérations en cours. Le périmètre consolidé inclut également la trésorerie du SIGDU. Par ailleurs, l'UBM percevra en 2026 des avances significatives liées notamment aux opérations immobilières du CPER 2021-2027 bâtiminaire. Les décaissements associés s'échelonnant sur plusieurs années, ces flux contribueront mécaniquement à accroître la trésorerie sur une période donnée.

Le niveau de trésorerie réellement disponible sera fiabilisé à l'issue de l'arrêté du compte financier 2025.

Autres Indicateurs de suivi :

- Solde budgétaire négatif : 5,4 M€
- Variation trésorerie négative : 5,6 M€
- Variation du FDR négatif : 5,9 M€. Pas de création de richesse pour l'établissement.
- Variation du BFR négatif : 373 K€. L'établissement encaisse presque aussi vite qu'il ne décaisse.

1. 7. 1. 2. La soutenabilité à l'échelle pluriannuelle :

Elle s'apprécie au regard du niveau final de trésorerie prévisionnel et mise en perspective avec celles des restes à engager, à payer et à encaisser sur les opérations pluriannuelles (OPPA).

- Niveau final de trésorerie (T-6) : + 12,4 M€ + Reste à encaisser(T9) : 39,8 M€ = 52,2 M€
- Reste à engager (T9) : 25,6 M€ + Reste à payer (T9) : 19 M€ = 44,6 M€
 - Balance positive de 7,6 M€

Sous réserve que les dépenses soient éligibles auprès des financeurs et que les délais de la contractualisation juridique soient respectés par l'établissement.

1. 7. 2. La situation patrimoniale

Le résultat patrimonial consolidé de l'établissement s'établit à – 5,25 M€, traduisant une dégradation notable de la situation financière mais maîtrisée par les efforts de 2026.

La ventilation des contributions montre :

- UBM : – 6,12 M€, soit le déficit principal expliquant le résultat consolidé négatif.
- SIGDU (SACD) : + 507 K€, apport positif au service inter-établissement.
- CFA (SACD) : + 372 K€, contribution également positive, dont une partie des recettes est destinée à financer des investissements.

Ce déficit consolidé est alourdi par 1,8 M€ d'amortissements non neutralisés, auxquels s'ajoute l'impact de charges patrimoniales comptabilisées, réduisant d'autant la capacité à dégager un résultat équilibré.

Le prélèvement prévisionnel sur le FDR atteint 5,9 M€, niveau élevé qui témoigne d'une fragilisation de la structure financière de l'établissement.

Plusieurs éléments contribuent à cette situation :

- Une Capacité d'Autofinancement (CAF) insuffisante, réduisant les marges de manœuvre pour financer les investissements indispensables.
- Un FDR partiellement gagé, ce qui limite encore la flexibilité financière de l'établissement.

En projection, le FDR final attendu pour 2026 serait de 3,96 M€, soit l'équivalent de 13 jours de crédits de paiement de fonctionnement (FCT et PERS) hors investissement. Ce niveau se situe en dessous du seuil de vigilance de 15 jours, marquant une entrée dans une zone de risque élevé.

En conséquence, un FDR à ce niveau, couplé à une trésorerie en diminution, place l'établissement dans une situation financière tendue :

- Vulnérabilité accrue face aux aléas, notamment en matière de trésorerie ou de charges imprévues.
- Capacité réduite à absorber des chocs financiers (conventions de site, mesures nationales non financées, urgences..., ce qui peut entraîner des décisions d'ajustement difficiles.
- Obligation de différer certains projets, faute de marges budgétaires (GIP-RCU, installation panneaux photovoltaïques).
- Recours possible à des financements externes pour couvrir les besoins courants, avec des coûts ou contraintes supplémentaires.

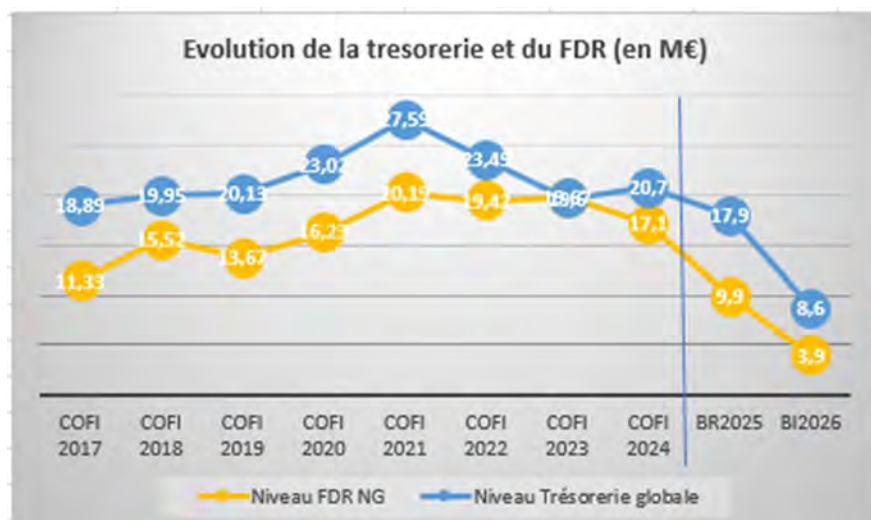
Focus sur l'évolution du niveau du fonds de roulement 2017-2026 :

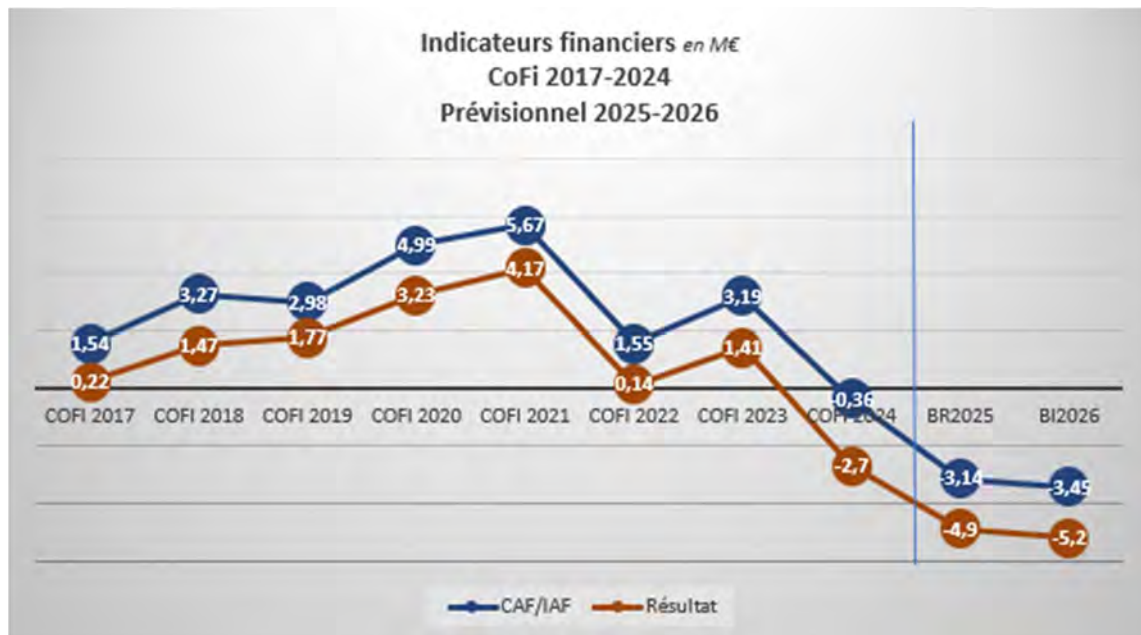
- 2017-2024 : données du compte financier
- 2025-2026 : données du budget prévisionnel

K€	CoFi 2017	CoFi 2018	CoFi 2019	CoFi 2020	CoFi 2021	CoFi 2022	CoFi 2023	CoFi 2024	BR 2025	BI 2026
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT net glo	11 336	11 523	13 673	16 227	20 194	19 420	19 667	17 118	9 886	3 956
NB jours FDR	47	48	55	65	77	73	65	60	33	13

Il est très important de souligner, que cet indicateur n'intègre pas le fait qu'une grande partie du fonds de roulement de l'université est déjà gagée par toutes les opérations en cours. Le FDR réellement mobilisable sera calculé à l'issue du compte financier 2025.

Graphique synthèse des indicateurs :





Axes prioritaires mis en œuvre depuis 2025 et renforcés au BI 2026 :

- Renforcer la CAF pour redresser le FDR et sécuriser les investissements.
- Prioriser les dépenses stratégiques et limiter les prélèvements non essentiels sur le FDR.
- Explorer des solutions de financement complémentaire externe mais également revoir le niveau d'allocation des moyens à travers la SCSP pour l'établissement SHS pour éviter une dégradation supplémentaire du FDR en 2026.

2. Structure budgétaire par centres 2026

2. 1. Architecture budgétaire 2026 pour information

Architecture budgétaire au 1er janvier 2024 voté au CA du 13 juillet 2023			
	2024		Libellé centre de responsabilité budgétaire (CRB)
	SACD		
Université Bordeaux Montaigne	SACD	CRB920_SIGDU	Service inter -établissements de gestion du domaine universitaire
		CRB921_CFA	centre de formation des apprentis
	hors SACD	CRB900_SUPPORT	Support
		CRB901_UFR HUM	Humanités
		CRB902_UFR L&C	langues et civilisations
		CRB903_UFR STC	Sciences des territoires et de la communication
		CRB904_IUT	Institut universitaire de technologie
		CRB906_IJBA	institut de journalisme de bordeaux aquitaine
		CRB912_SCD	Service commun documentation
		CRB913_SOUTIEN	Soutien
		CRB914_MS	Masse salariale
		CRB915_DPIL	Direction du patrimoine immobilier et logistique
		CRB916_DSIN	Direction du système d'information et du numérique
		CRB918_RECHERCHE	Recherche
		CRB 922_CLEFF	Cité de langues étrangères, du français et de la francophonie

L'architecture budgétaire est identique à celle de 2025.

3. Budget établissement exercice 2026-Tableaux

3. 1. Autorisations budgétaires limitatives

3. 1. 1. Tableau 1- Autorisations d'emplois

Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnels (DPGECP) phase 1 exercice 2026

- Se référer au fichier excel qui est transmis au ministère via la plateforme le 05/12/2025.

Le plafond d'emplois global (ETAT & ETABLISSEMENT) est en diminution de 28,4 ETPT par rapport au budget rectificatif 2025, et se répartit de la manière suivante :

- 11,2 ETPT sur plafond ETAT soit total de 947,8 ETPT
- 17,2 ETPT sur plafond ETABLISSEMENT, soit total de 222,3 ETPT

Le prévisionnel d'emplois ETPT consommés s'établit à 1 170,1 ETPT au budget initial 2026.

Cette baisse du nombre d'ETPT concerne la population BIATSS titulaires et contractuels, est la traduction RH des mesures financières engagées par l'établissement dans le but de maîtriser sa trajectoire financière pluriannuelle.

Le plafond des emplois fixé par l'Etat et notifié à l'établissement à travers la notification intermédiaire de juillet 2025 de SCSP a été fixé à **998 ETPT**.

Se référer au point § 1.6.2.5 supra pour le détail.




Tableau 1

Autorisation d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BUDGET INITIAL 2026- version corrigée du 11/12/2025

			(A)	(B)	(C) = (A) + (B)		
			Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP	Global		
			En ETPT	En ETPT			
Catégories d'emplois	Nature des emplois						
	Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires				
			CDI				
		Non permanents	CDD				
Sltotal EC			615.0	38.2	653.2		
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS							
BIATOS	Permanents	Titulaires	293.8		294		
		CDI	38.3	52.5	90.8		
	Non permanents	CDD	0.8	131.5	132.3		
	Sltotal Biatoos		332.8	184.0	516.8		
Totaux			947.8	222.3	1 170.1		
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			998.0		Plafond global des emplois voté par le CA		

3. 1. 2. Tableau 2- Autorisations budgétaires

Cf§ 1.2.2 et 1.2.3 Supra pour explications des variations et détail du solde budgétaire

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

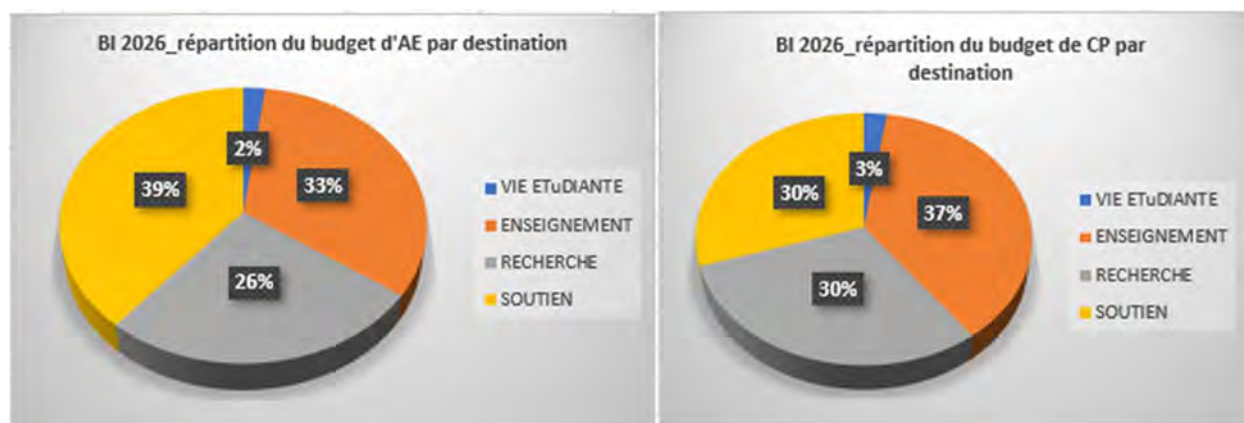
Budget Rectificatif N°	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES							RECETTES			
	Montants Budget initial 2025		Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025		Montants Budget initial 2026		Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	54 145 902	54 145 902	52 358 908	52 358 908	53 476 711	53 476 711	104 232 266	103 581 653	104 935 512	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	25 441 320	25 441 320	26 294 202	26 294 202	26 661 754	26 661 754	88 069 022	90 565 831	90 770 559	Subvention pour charges de service public
										Subvention pour charges d'investissement
							1 067 998	89 714	124 874	Autres financements de l'Etat
							1 063 452	1 129 088	1 059 712	Fiscalité affectée
Fonctionnement	15 274 608	15 512 680	14 980 555	15 962 271	16 371 624	16 465 747	4 151 989	1 666 334	2 892 813	Autres financements publics
							9 879 025	10 130 686	10 087 554	Recettes propres
Intervention										
							10 846 935	7 218 555	4 223 628	Recettes flechées*
										Subvention pour charges d'investissement flechée
Investissement	21 292 379	8 192 256	4 359 070	4 912 352	21 353 577	4 658 177	1 484 280	895 000	226 472	Autres financements de l'Etat flechés
							9 315 655	6 234 123	3 981 906	Autres financements publics flechés
							47 000	89 431	16 290	Recettes propres flechées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	134 712 889	121 850 837	111 698 934	113 233 630	131 201 911	114 600 635	115 079 201	110 800 208	109 159 140	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		0		0		0	6 771 636	2 433 323	5 441 496	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

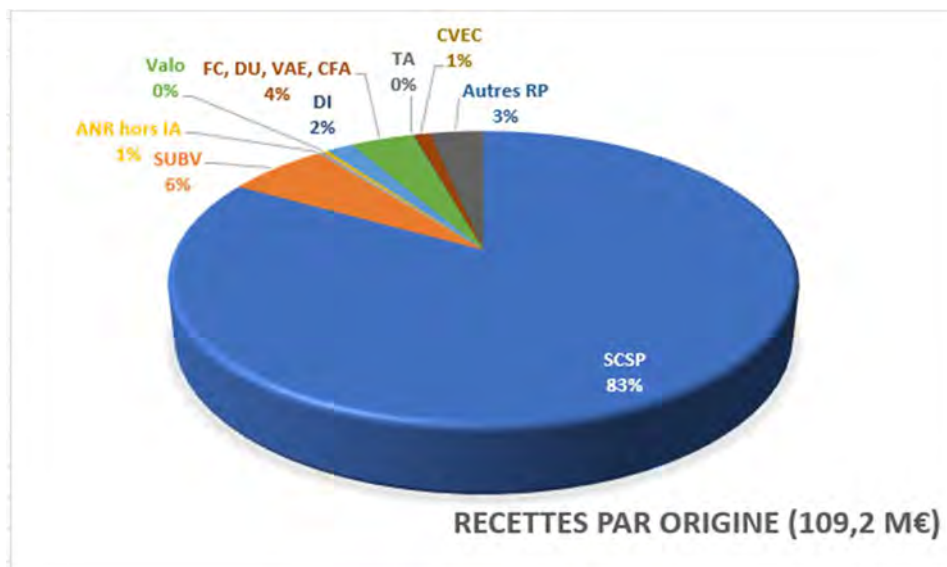
3. 1. 3. Tableau 3- Dépenses par destination - recettes par typologie

L'analyse de la répartition des dépenses par destination révèle une gestion équilibrée des moyens par l'université. Les activités cœur de métier couvrent en grande partie leurs charges directes, tandis que les fonctions de soutien assurent la prise en charge des charges communes de la structure.



Répartition des recettes par typologie et par origine :

Cf analyse point §1.7.1 supra



La subvention pour charges de service public (SCSP) constitue la principale source de financement de l'établissement, ce qui accentue sa fragilité financière. Cette dépendance limite fortement les marges de manœuvre, tant sur les dépenses de masse salariale que sur celles dédiées au fonctionnement.

3. 2. Equilibre financier-T4

Le tableau de l'équilibre financier constitue un outil clé pour évaluer la viabilité du budget présenté au conseil d'administration. Il intègre, en entrée, le solde budgétaire et agrège les opérations relevant de la comptabilité générale, qui ne figurent pas directement dans les opérations budgétaires. Parmi ces éléments, le traitement de la TVA joue un rôle notable puisque le solde négatif de 609,5K€ reflète une pression significative sur la trésorerie. Il conviendra de procéder à une optimisation des recettes taxables et poursuivre la gestion proactive du crédit de TVA pour obtenir des remboursements rapides.

Ce tableau permet également de déterminer la variation de trésorerie, estimée à une baisse prévisionnelle de 7,5M M€ à la clôture de l'exercice. Cf § 1.2.3.

3. 2. 1. Tableau 4- Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT									
BESOINS									
	Montants Budget Initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget Initial 2026	Montants Budget Initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget Initial 2026			
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	6 771 636	2 433 323	5 441 495	0	0	0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*		
dont solde budgétaire budget principal	6 771 636	2 433 323	5 441 495	0	0	0	dont solde budgétaire budget principal		
dont solde budgétaire budget annexe							dont solde budgétaire budget annexe		
dont solde budgétaire budget du SAIC							dont solde budgétaire budget du SAIC		
dont solde budgétaire BAI							dont solde budgétaire BAI		
dont solde budgétaire SIE							dont solde budgétaire SIE		
dont ... (à personnaliser le cas échéant)							dont ... (à personnaliser le cas échéant)		
Remboursements d'emprunts (capital) :							Nouveaux emprunts (capital) :		
Nouveaux prêts (capital) :	5 000	4 827	5 000	5 000	4 135	5 000	Remboursements de prêts (capital) :		
Dépôts et cautionnements (b1)							Dépôts et cautionnements (b2)		
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 987 505	1 625 881	1 623 911	1 228 354	1 300 798	1 508 768	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**		
Autres décaissements non budgétaires (e1)	0	65 504	0	0	56 134	0	Autres encaissements non budgétaires (e2)		
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)-(D2)+(b1)-(c1)-(e1)	8 764 141	4 130 535	7 070 406	1 233 354	1 371 047	1 513 768	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)-(D1)-(b2)-(c2)-(e2)		
ABONDEMENT de la trésorerie (1)-(2) - (1)	0	0	0	7 530 787	2 759 488	5 556 638	PRELEVEMENT de la trésorerie (1)-(1) - (2)		
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	5 794 174	3 590 331	0			224 251	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***		
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	0	0	13 324 961	6 349 819	5 332 386	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)		
TOTAL DES BESOINS (1) + (1)	8 764 141	4 130 535	7 070 406	8 764 141	4 130 535	7 070 406	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (1)		

3. 2. 2. Tableau 5- Opérations pour compte de tiers

L'écart négatif de 115 143 € entre encaissement et décaissement s'explique par :

- Les bourses de mobilité et ERASMUS + et UFA (92,5K€)
- Les bourses AMI (-84,4K€)
- La balance prévisionnelle entre TVA collectée et TVA déduite : -123,25 K€

3. 3. Analyse de la soutenabilité

Cf 1.8 supra

3. 3. 1. Tableau 6- Situation patrimoniale

La situation patrimoniale présentée dans le budget initial 2026 repose sur les principes de comptabilité en droits constatés, ce qui signifie que les recettes et les charges sont reconnues au moment du fait générateur, permettant ainsi de constater les créances et dettes en conformité avec l'exercice concerné. Cela inclut également les charges calculées, telles que les amortissements, les provisions, les dépréciations sur les stocks et la quote-part des subventions d'investissement.

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Budget initial 2026	PRODUITS	Montants Budget initial 2026
Personnel	92 340 036	Subventions de l'Etat	90 976 984
dont charges de pensions civiles*	26 661 754	Fiscalité affectée	1 059 712
Fonctionnement autre que les charges de personnel	25 819 270	Autres subventions	4 531 045
Intervention (le cas échéant)		Autres produits	16 344 921
TOTAL DES CHARGES (1)	118 159 306	TOTAL DES PRODUITS (2)	112 912 662
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	0	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	5 246 644
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	118 159 306	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	118 159 306

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Budget initial 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-5 246 644
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 216 848
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 884 992
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0
- produits de cession d'éléments d'actifs	0
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	3 531 153
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	-3 445 941

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Budget initial 2026	RESSOURCES	Montants Budget initial 2026
Insuffisance d'autofinancement	3 445 941	Capacité d'autofinancement	0
Investissements	4 658 277	Financement de l'actif par l'État	200 000
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 804 779
Remboursement des dettes financières		Autres ressources	170 000
Autres régularisations		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	8 104 218	TOTAL DES RESSOURCES (6)	2 174 779
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	5 929 439

3. 3. 2. Tableau 7 – Plan de trésorerie

Cf § 1.8.1.1 supra

3. 3. 3. Tableau 8- Opérations liées aux recettes fléchées

En 2026, les opérations liées aux recettes fléchées concernent les contrats de recherche soumis à justification des dépenses auprès des financeurs, les investissements en cours, ainsi que les contrats d'enseignement. Ces recettes fléchées entraînent un prélèvement de trésorerie fléchée de 224 251

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT						
	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		1 071 551	847 300	-3 887 437	-4 316 601	
Recettes fléchées (b)	13 810 720	4 223 628	2 143 249	5 829 320	31 705 945	57 712 862
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						0
Autres financements de l'Etat fléchés	1 241 470	226 472	118 173	2 011 080	1 000 000	4 597 195
Autres financements publics fléchés	12 196 624	3 981 906	2 025 076	3 806 740	30 705 945	52 716 292
Recettes propres fléchées	372 626	15 250	0	11 500	0	399 376
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	12 739 169	4 447 879	6 877 986	6 258 484	27 762 150	58 085 668
Personnel						
AE=CP	2 446 265	1 080 443	511 440	328 196	78 889	4 445 232
Fonctionnement						
AE	3 162 601	1 329 389	489 613	157 863	246 427	5 385 894
CP	3 123 341	1 368 647	489 615	157 863	246 427	5 385 894
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	8 158 822	19 076 165	78 862	0	20 940 695	48 254 543
CP	7 169 562	1 998 789	5 876 931	5 772 425	27 436 835	48 254 543
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 071 551	-224 251	-4 734 737	-429 164	3 943 795	372 806

3. 3. 4. Tableau 9- Opérations pluriannuelles (OPPA)

Le tableau des opérations pluriannuelles retrace le suivi des opérations d'investissement, principalement dans le domaine immobilier, ainsi que les projets liés à la recherche et à l'enseignement. Il modélise des projets financiers majeurs, déployés progressivement et ayant un fort impact de décalage en termes de recettes et de dépenses. Ce suivi offre une vision analytique des impacts sur le solde budgétaire, qu'ils soient positifs ou négatifs, et permet d'évaluer leur influence sur l'équilibre financier global de l'établissement à moyen et long terme.

Dépenses :

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7)-(8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(11)	(13)=(6)-(10)-(11)
Total contrats de recherche	9 166 483	6 067 527	5 403 889	0	2 242 052	2 242 052	6 846 086	5 964 711	0	2 281 227	2 281 227	1 520 540	2
Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total contrats d'enseignement	4 877 854	3 353 634	2 477 039	0	1 421 143	1 421 143	3 405 493	2 421 230	0	1 476 952	1 476 952	979 672	0
Total programmes pluriannuels d'investissement	49 758 631	9 222 089	8 463 457	0	18 139 880	18 139 880	8 912 584	6 531 150	0	1 088 755	1 088 755	23 155 674	18 983 634
Total	63 803 968	18 643 251	16 344 385	0	21 603 075	21 603 075	18 164 162	14 517 091	0	4 846 932	4 846 932	25 055 286	18 983 634
Pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppe :													
So total personnel	2 821 075	2 595 311	0	1 141 216	1 141 216	3 821 075	2 595 311	0	1 141 216	1 141 216	1 077 569	0	0
So total fonctionnement et intervention	6 359 634	4 478 684	3 325 266	0	1 495 164	1 495 164	4 776 430	3 706 028	0	1 554 452	1 554 452	1 529 354	2
So total investissement	52 679 576	11 151 283	10 613 908	0	19 166 695	19 166 695	11 579 657	8 425 794	0	2 171 265	2 171 265	23 098 824	18 983 634
Total	63 803 968	18 643 251	16 344 385	0	21 603 075	21 603 075	18 164 162	14 517 091	0	4 846 932	4 846 932	25 055 286	18 983 634

Recettes :

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Auto financement	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures (16)	Encaissements pour l'année n (17)	Restes à encaisser (18)=(15)-(16)-(17)
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)			
Total contrats de recherche	10 454 087	900 879	9 553 207	5 038 386	1 991 722	2 523 099
Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	0
Total contrats d'enseignement	7 602 713	3 991 636	3 611 077	1 882 223	743 836	985 018
Total programmes pluriannuels d'investissement	49 873 274	4 744 654	45 128 620	7 233 215	1 583 635	36 311 770
Total	67 930 074	9 637 169	58 292 905	14 153 824	4 319 194	39 819 887

3. 3. 5. Tableau 10-Détail OPPA et programmation-prévisions AE/CP

Le tableau étant trop volumineux compte tenu du nombre d'opérations, la note renvoie au tableau détaillé communiqué aux membres du CA et aux autorités de tutelle.

Fin du document

Tableau 1
Autorisation d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BUDGET INITIAL 2026- version corrigée du 11/12/2025

(A)			(B)		(C) = (A) + (B)
Emplois sous plafond Etat			Emplois financés hors SCSP		Global
En ETPT			En ETPT		
Catégories d'emplois	Permanents	Titulaires			425,5
		CDI		3,5	16,5
	Non permanents	CDD		34,7	211,2
				38,2	653,2
S/total EC					
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS					-
BIATOSS	Permanents	Titulaires	293,8		294
		CDI	38,3	52,5	90,8
	Non permanents	CDD	0,8	131,5	132,3
				184,0	516,8
S/total Biatoss			222,3		1 170,1
Totaux			947,8		Plafond global des emplois voté par le CA
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			998,0		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

Budget Rectificatif N°	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES

	Montants Budget initial 2025		Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025		Montants Budget initial 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	94 145 902	94 145 902	92 358 908	92 358 908	93 476 711	93 476 711
dont contributions employeur au CAS Pension	25 441 320	25 441 320	26 294 202	26 294 202	26 661 754	26 661 754
Fonctionnement	19 274 608	19 512 680	14 980 955	15 962 271	16 371 624	16 465 747
Intervention						
Investissement	21 292 379	8 192 256	4 359 070	4 912 352	21 353 577	4 658 177
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	134 712 889	121 850 837	111 698 934	113 233 530	131 201 911	114 600 635
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)	0		0		0	

RECETTES

Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026	
104 232 266	103 581 653	104 935 512	Recettes globalisées
88 069 022	90 565 831	90 770 559	Subvention pour charges de service public
			Subvention pour charges d'investissement
1 067 998	89 714	124 874	Autres financements de l'Etat
1 063 452	1 129 088	1 059 712	Fiscalité affectée
4 151 989	1 666 334	2 892 813	Autres financements publics
9 879 805	10 130 686	10 087 554	Recettes propres
10 846 935	7 218 555	4 223 628	Recettes fléchées*
		0	Subvention pour charges d'investissement fléchée
1 484 280	895 000	226 472	Autres financements de l'Etat fléchés
9 315 655	6 234 123	3 981 906	Autres financements publics fléchés
47 000	89 431	15 250	Recettes propres fléchées
115 079 201	110 800 208	109 159 140	TOTAL DES RECETTES (C)
6 771 636	2 433 323	5 441 495	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine

BUDJ N°	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Établissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'aggrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DÉCLARANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (sur des tiers)		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue (a) + (b) + (c)	40 120 995	40 120 995	1 545 124	2 545 114	0	0	107 896	107 896	42 774 029	42 774 011
0101 - Formation initiale et continue de niveau Licence (a)	30 010 020	30 010 020	1 761 065	1 761 019			70 800	70 800	32 762 645	32 762 740
0102 - Formation initiale et continue de niveau Master (b)	9 740 075	9 790 075	143 141	143 141			17 000	17 000	9 901 144	9 991 264
0103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat (c)	145 150	145 140	140 918	140 918			0	0	1 029 294	1 029 290
0105 - Bibliothèques et documentation	0 045 193	0 045 193	613 022	613 021			0	0	3 947 875	3 947 875
0106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	0	0	0	0			0	0	0	0
0107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, mines et géosciences	0	0	0	0			0	0	0	0
0108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	0	0	0	0			0	0	0	0
0109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0	0	0	0			0	0	0	0
0110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'atmosphère et de l'environnement	650 000	650 000	11 400	11 400			0	0	661 400	661 400
0111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	23 110 026	23 110 026	3 019 006	3 019 006			542 520	542 520	32 640 257	32 730 290
0112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	0	0	0	0			0	0	0	0
0113 - Diffusion des savoirs et musées	1 140 000	1 140 000	202 076	202 076			0	0	1 342 076	1 342 076
0114 - Immobilier	2 450 430	2 450 430	4 440 400	4 440 400			20 000 000	1 140 000	26 940 130	10 040 750
0115 - Hébergement et support	14 972 044	14 972 044	4 100 000	4 142 515			640 500	640 500	20 100 220	20 140 220
Étudiants	3 945 394	1 990 250	799 412	799 412	0	0	10 500	10 500	2 779 244	2 779 240
0201 - Aides directes aux étudiants	17 135	17 135	60 000	60 000			0	0	100 995	100 995
0202 - Aides indirectes	147 500	147 500	110 000	110 000			10 500	10 500	299 995	299 995
0203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 740 753	1 740 753	143 141	143 141			1 000	1 000	3 577 277	3 577 277
Total	69 479 714	69 479 714	14 972 044	14 972 044	0	0	11 742 577	11 742 577	111 201 611	111 201 611

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) 0

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme									
	Recettes globales					Recettes décaissées				
	Subvention pour charges de service public	Subvention pour charges d'investissement	Autres financements de l'État	Finances affectées	Autres financements publics	Recettes propres	Subvention pour charges d'investissement décaissées	Autres financements de l'État décaissés	Autres financements publics décaissés	Recettes propres décaissées
Subvention pour charges de service public	90 770 000		0	0	0	0		0	0	0
Droits d'inscription			0	0	0	1 000 000		0	0	0
Formation continue, diplômée propre M 142			0	0	0	4 500 000		0	0	0
Frais d'enseignement			0	0	0	50 000		0	0	0
Contrats et prestations de recherche hors ARI			0	0	0	0		0	0	0
Valorisation			0	0	0	279 400		0	0	0
AMI investissements d'avenir			0	0	0	0		0	0	0
AMI non investissements d'avenir			104 000	0	14 000	0		0	110 000	0
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région			0	0	141 700	0		0	1 410 000	0
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne			0	0	170 114	0		0	100 000	0
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres			10 000	0	1 000 000	0		100 000	1 000 000	0
Fondateurs - Fonds propres, réserves, dons et legs			0	0	0	0		0	0	0
Autres recettes			0	1 000 000	0	1 000 000		0	0	0
Total	90 770 000	0	114 000	1 000 000	2 000 000	10 000 000	0	100 000	1 510 000	10 000 000

La liste des destinations est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) 0

TABLEAU 4
Equilibre financier

Budget	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS			
	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	6 771 636	2 433 323	5 441 495
dont solde budgétaire budget principal	6 771 636	2 433 323	5 441 495
dont solde budgétaire budget annexe			
dont solde budgétaire budget du SAIC			
dont solde budgétaire BAI			
dont solde budgétaire SIE			
dont ... (à personnaliser le cas échéant)			
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	5 000	4 827	5 000
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 987 505	1 626 881	1 623 911
Autres décaissements non budgétaires (e1)	0	65 504	0
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) = D2 + (b1) + (c1) + (e1)	8 764 141	4 130 535	7 070 406
ABONDEMENT de la trésorerie (II) = (2) - (1)	0	0	0
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	5 794 174	3 590 331	
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	0	0
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	8 764 141	4 130 535	7 070 406

Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026	
0	0	0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
0	0	0	dont solde budgétaire budget principal
			dont solde budgétaire budget annexe
			dont solde budgétaire budget du SAIC
			dont solde budgétaire BAI
			dont solde budgétaire SIE
			dont ... (à personnaliser le cas échéant)
5 000	4 135	5 000	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
1 228 354	1 300 798	1 508 768	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
0	66 114	0	Autres encaissements non budgétaires (e2)
1 233 354	1 371 047	1 513 768	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) = D1 + (b2) + (c2) + (e2)
7 530 787	2 759 488	5 556 638	PRELEVEMENT de la trésorerie (III) = (1) - (2)
		224 251	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
13 324 961	6 349 819	5 332 386	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
8 764 141	4 130 535	7 070 406	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

Budget (BI/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	N° compte	Libellé du regroupement d'opérations	Débit (c1)	Crédit (c2)
TVA	445	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA	650 616	527 366
1	46751331	OPCT pour les bourses AMI	240 000	155 600
9	46751332	OPCT pour les bourses ERASMUS 2023	79 230	25 062
11	46751333	OPCT pour les bourses ERASMUS 2024	50 945	116 440
2	46751335	OPCT pour les bourses UFA HAMBOURG	25 000	25 000
10	46322	OPCT pour les flux de trésorerie de la RAFP	7 500	7 500
12	46751337	OPCT pour les bourses ERASMUS 2025	315 000	0
14	467651	Autres OPCT - Projet AMEL	21 000	21 000
14	467652	Autres OPCT - Projet MINDED	102 000	102 000
15	467	OPCT pour les bourses ERASMUS 2026	132 620	528 800
TOTAL			1 623 911	1 508 768



TABLEAU 6
Situation patrimoniale

Budget	Budget initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026	PRODUITS	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
Personnel	93 001 099	91 214 105	92 340 036	Subventions de l'État	89 481 363	90 668 167	90 976 984
dont charges de pensions civiles*	25 441 320	26 662 754	26 662 754	Fiscalité affectée	1 063 452	1 129 058	1 059 712
Fonctionnement autre que les charges de personnel	27 369 472	25 558 922	25 819 270	Autres subventions	5 389 569	3 459 486	4 531 045
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	14 691 408	16 571 537	16 344 921
TOTAL DES CHARGES (1)	120 370 571	116 773 027	118 159 306	TOTAL DES PRODUITS (2)	110 625 792	111 828 278	112 912 662
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	0	0	0	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	9 744 779	4 944 749	5 246 644
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	120 370 571	116 773 027	118 159 306	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	120 370 571	116 773 027	118 159 306

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-9 744 779	-4 944 749	-5 246 644
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 711 990	8 216 848	8 216 848
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 684 212	2 884 992	2 884 992
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		235 000	0
- produits de cession d'éléments d'actifs		235 000	0
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	2 250 391	3 531 153	3 531 153
= capacité d'autofinancement (CA) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	-7 967 392	-3 144 046	-3 445 941

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026	RESSOURCES	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
insuffisance d'autofinancement	7 967 392	3 144 046	3 445 941	Capacité d'autofinancement	0	0	0
investissements	8 192 256	4 912 352	4 658 277	Financement de l'actif par l'État	106 947	192 150	200 000
Remboursement des dettes financières				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	3 400 001	617 317	1 804 779
Autres régularisations				Autres ressources	165 000	15 000	170 000
TOTAL DES EMPLOIS (5)	16 159 648	8 056 398	8 104 218	Augmentation des dettes financières			
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6) - (5)	0	0	0	TOTAL DES RESSOURCES (6)	3 671 948	824 467	2 174 779
				Diminution du fonds de roulement (8) = (5) - (6)	12 487 700	7 231 931	5 929 439

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	-12 487 700	-7 231 931	-5 929 439
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRÉSORERIE)	-4 956 913	-4 472 442	-372 801
Variation de la TRÉSORERIE : ABONDEMENT (i) ou PRELEVEMENT (ii)*	-7 530 787	-2 759 488	-5 556 638
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	1 349 297	9 885 576	3 956 137
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-8 208 945	-8 040 568	-8 413 370
Niveau final de la TRÉSORERIE	9 558 242	17 926 144	12 369 507

TABLEAU 7
Plan de trésorerie



Budget (BUBR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

2026	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	17 828 194	51 888 800	22 602 898	14 271 820	28 691 704	31 118 182	16 691 096	37 276 401	30 644 402	23 869 238	28 610 699	18 969 234	281 736 478
ENGAGEMENTS													
Recettes budgétaires globales	22 479 304	40 449	844 590	23 443 096	1 636 360	1 233 995	32 324 543	749 734	2 019 287	14 593 965	2 494 180	3 919 280	164 935 512
Subvention pour charges de service public	22 145 620	0	0	22 296 408	996 470	0	31 310 844	2 119 42	0	13 239 642	0	831 914	80 770 899
Subvention pour charges d'investissement	0	0	10 217	13 288	0	2 794	44 283	0	23 039	9 180	23 998	4 220	124 874
Autres financements de l'Etat	312 184	0	0	3 13 910	0	2 18 94	0	2 17 869	-2 314	1 871	0	1 689 712	0
Frais de fonctionnement	0	0	188 684	230 701	281 992	243 221	112 963	243 939	262 808	287 961	416 701	688 183	2 892 910
Autres financements publics	1 700	60 449	722 784	389 777	771 630	896 782	283 897	1 610 846	896 182	2 042 637	2 273 994	10 067 894	10 067 894
Recettes propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes budgétaires fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Subvention pour charges d'investissement fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres financements de l'Etat fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres financements publics fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes propres fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations non budgétaires	2 283	213	79 301	269 354	13 933	252 145	23 693	63 299	310 263	283 184	88 964	107 791	1 613 768
Emprunts - encasements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts - encasements en capital	189	213	223	806	126	170	873	140	202	994	973	382	5 000
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations au non et pour le compte de tiers	1 987	1	79 779	269 548	13 933	252 145	22 896	63 199	310 061	282 190	87 961	107 410	1 608 768
TVA décaissées	0	1	8 229	257 344	7 698	43 080	27 643	9 161	26 319	7 643	64 308	73 099	627 368
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers - encasements	1 899	0	72 549	11 002	6 167	169 136	247	72 890	283 582	300 478	31 162	33 829	973 902
Autres opérations au non et pour le compte de tiers	29	0	0	189	1	769	4	1 120	186	4 347	101	482	7 100
Autres encasements d'opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A. TOTAL	22 481 588	60 662	937 877	23 770 011	1 991 711	2 984 237	32 912 923	367 476	2 594 874	14 973 820	3 716 119	4 833 183	110 872 908
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globales	6 249 610	9 227 362	9 693 799	9 626 039	9 362 002	9 700 481	9 769 702	7 903 449	9 323 001	9 187 136	19 939 834	11 042 840	110 182 738
Personne	1 719 600	7 787 132	7 691 848	7 631 488	7 476 331	7 719 842	8 310 339	7 631 479	7 206 883	7 287 300	8 196 710	7 849 416	92 396 248
Fonctionnement	448 718	1 389 423	1 230 322	1 023 387	1 809 802	802 140	1 328 626	128 848	883 879	1 403 447	2 298 710	2 398 830	15 097 102
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	28 392	110 007	87 626	71 196	96 169	179 399	128 796	48 126	232 241	806 384	801 114	704 700	2 689 587
Dépenses liées à des recettes fiscales	131 411	202 621	230 303	187 104	193 481	183 716	448 090	241 090	291 901	487 940	928 276	947 141	4 447 878
Personne	86 219	89 204	94 390	84 121	86 132	79 412	79 986	76 226	72 873	79 737	118 882	130 489	1 060 440
Fonctionnement	48 192	76 775	86 221	83 496	91 864	74 678	149 963	30 244	100 903	204 291	324 904	324 904	1 369 647
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	0	34 642	49 692	26 488	18 762	29 726	218 106	134 826	118 128	277 194	602 000	492 178	1 998 788
Opérations non budgétaires	19 913	118 889	127 997	128 796	91 800	68 136	96 336	94 182	148 936	283 893	420 279	198 626	1 629 911
Emprunts - remboursements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts - remboursements en capital	0	0	0	417	833	311	417	0	1 114	1 699	311	0	5 000
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations au non et pour le compte de tiers	19 913	118 889	127 997	128 796	90 964	68 136	96 336	94 182	147 822	281 291	419 983	198 626	1 623 911
TVA décaissées	13 099	43 991	58 304	34 693	49 414	26 704	92 393	29 479	93 131	70 967	111 391	130 419	605 616
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers - décaissements	28 917	71 908	92 693	81 712	41 662	33 626	24 664	94 881	130 723	300 940	28 402	96 790	96 790
Autres opérations au non et pour le compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 900	0	7 900	7 900
Autres décaissements d'opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B. TOTAL	6 381 021	9 430 000	9 924 102	9 813 143	9 555 483	9 890 195	10 209 127	8 096 707	8 763 837	9 872 863	12 341 033	12 148 911	116 229 648
(2) SOLDE FIN DE MOIS - A. - B.	14 092 568	41 458 798	12 678 796	14 058 704	19 136 219	21 127 987	6 921 394	29 279 693	21 880 565	13 976 375	16 894 586	16 820 323	165 853 770
SOLDE CUMULE (1) + (2)	31 920 762	93 347 596	35 281 694	28 326 524	47 827 923	52 246 169	23 612 490	66 556 094	52 524 967	37 842 613	45 509 281	35 789 557	447 590 188
dont niveau de la décaissement fiscal	-131 411	-202 621	-230 303	-187 104	-193 481	-183 716	-448 090	-241 090	-291 901	-487 940	-928 276	-947 141	-4 447 878
dont niveau de la décaissement non fiscal	14 123 979	41 660 419	12 909 099	14 245 808	19 329 700	21 311 693	7 369 484	29 520 783	22 172 455	14 464 315	17 821 737	17 777 468	160 300 898

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

Budget (BI/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		1 071 551	847 300	-3 887 437	-4 316 601	
Recettes fléchées (b)	13 810 720	4 223 628	2 143 249	5 829 320	31 705 945	57 712 862
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						0
Autres financements de l'État fléchés	1 241 470	226 472	118 173	2 011 080	1 000 000	4 597 195
Autres financements publics fléchés	12 196 624	3 981 906	2 025 076	3 806 740	30 705 945	52 716 292
Recettes propres fléchées	372 626	15 250	0	11 500	0	399 376
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	12 739 169	4 447 879	6 877 986	6 258 484	27 762 150	58 085 668
Personnel						
AE=CP	2 446 265	1 080 443	511 440	328 196	78 889	4 445 232
Fonctionnement						
AE	3 162 601	1 329 389	489 613	157 863	246 427	5 385 894
CP	3 123 341	1 368 647	489 615	157 863	246 427	5 385 894
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	8 158 822	19 076 165	78 862	0	20 940 695	48 254 543
CP	7 169 562	1 998 789	5 876 931	5 772 425	27 436 835	48 254 543
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 071 551	-224 251	-4 734 737	-429 164	3 943 795	-372 806

Solde budgétaire N repris au tableau "Équilibre financier" en (a)

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)						0
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)						0
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice	1 071 551	847 300	-3 887 437	-4 316 601	-372 806	-372 806
(a) + (b) - (c) + (d) - (e)						

Tableau 9 - EPSCP
Tableau des opérations pluriannuelles prévision

Budget (B/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=-(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=-(7)-(8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(11)-(6)	(13)=(3)-(6)-(10)-(11)
OPE-2020-0006	33 777	100 525	57 576	0	15 767	15 767	101 912	57 576	0	15 767	15 767	10 434	0
OPE-2021-0016	32 423	37 435	31 435	0	0	0	37 424	31 435	0	0	0	794	0
OPE-2021-0017	23 500	29 073	23 500	0	0	0	50 526	23 500	0	0	0	0	0
OPE-2021-0035	29 200	16 097	13 600	0	15 600	15 600	16 097	13 600	0	15 600	15 600	0	0
OPE-2023-0001	43 000	31 542	22 217	0	23 503	23 503	31 542	22 217	0	23 503	23 503	0	0
OPE-2023-0012	15 000	13 040	9 441	0	23 000	23 000	13 040	9 441	0	23 000	23 000	2 539	0
OPE-2024-0002	34 477	25 124	17 361	0	17 117	17 117	25 124	17 361	0	17 117	17 117	0	0
OPE-2025-0009	19 444	3 700	3 700	0	15 744	15 744	3 700	3 700	0	15 744	15 744	0	0
OPE-2019-0011	104 000	107 194	104 000	0	0	0	107 194	104 000	0	0	0	0	0
OPE-2019-0049	300 000	290 000	290 000	0	10 000	10 000	290 000	290 000	0	10 000	10 000	0	0
OPE-2020-0017	218 770	224 705	186 781	0	31 989	31 989	224 705	177 329	0	41 441	41 441	0	0
OPE-2020-0018	49 000	49 001	49 000	0	0	0	49 001	49 000	0	0	0	0	0
OPE-2020-0020	88 422	98 297	50 340	0	13 986	13 986	102 653	56 647	0	15 481	15 481	16 094	0
OPE-2020-0023	127 839	191 197	127 839	0	0	0	237 681	127 839	0	0	0	0	0
OPE-2020-0035	94 259	85 456	62 403	0	31 655	31 655	65 954	62 403	0	31 655	31 655	0	0
OPE-2021-0001	215 122	225 274	215 122	0	0	0	237 676	215 122	0	0	0	0	0
OPE-2021-0029	150 511	164 732	150 511	0	0	0	165 505	150 511	0	0	0	0	0
OPE-2021-0025	70 000	95 000	62 548	0	0	0	101 213	62 548	0	0	0	7 054	0
OPE-2021-0029	117 500	137 539	94 705	0	22 795	22 795	145 957	72 618	0	44 882	44 882	0	0
OPE-2021-0030	47 314	61 102	47 314	0	0	0	62 420	47 314	0	0	0	0	0
OPE-2021-0033	134 101	134 551	114 101	0	24 000	24 000	137 037	113 645	0	24 456	24 456	0	0
OPE-2021-0034	75 400	57 926	34 236	0	41 164	41 164	34 236	34 236	0	41 164	41 164	0	0
OPE-2022-0001	37 426	38 116	35 964	0	1 562	1 562	36 545	35 064	0	1 562	1 562	0	0
OPE-2022-0002	171 500	167 910	145 317	0	0	0	237 169	145 317	0	0	0	26 183	0
OPE-2022-0003	347 045	317 909	347 045	0	0	0	415 377	347 045	0	0	0	0	0
OPE-2022-0018	102 535	84 706	65 996	0	36 577	36 577	85 080	65 996	0	36 577	36 577	38	0
OPE-2022-0020	96 245	76 213	66 654	0	29 611	29 611	81 176	61 035	0	15 210	15 210	0	0
OPE-2022-0021	218 493	154 022	140 103	0	77 690	77 690	156 022	140 103	0	77 690	77 690	0	0
OPE-2022-0024	196 374	210 000	196 374	0	0	0	210 000	196 374	0	0	0	0	0
OPE-2023-0002	89 000	50 311	42 108	0	26 194	26 194	81 311	42 108	0	26 194	26 194	0	0
OPE-2023-0003	75 279	44 309	33 036	0	45 232	45 232	44 309	33 036	0	45 232	45 232	0	0
OPE-2023-0004	93 480	71 276	48 349	0	45 131	45 131	71 276	48 349	0	45 131	45 131	0	0
OPE-2023-0010	162 210	163 953	162 210	0	0	0	163 953	162 210	0	0	0	0	0
OPE-2023-0011	106 642	55 962	51 828	0	55 014	55 014	55 962	51 828	0	55 014	55 014	0	0
OPE-2023-0014	380 232	338 221	305 737	0	74 245	74 245	341 336	305 737	0	74 245	74 245	250	0
OPE-2023-0016	1 750 000	1 415 544	1 348 159	0	361 041	361 041	1 991 577	1 348 159	0	361 041	361 041	0	0
OPE-2023-0017	140 929	105 335	100 061	0	41 220	41 220	105 335	100 060	0	41 220	41 220	19 647	2
OPE-2024-0006	353 520	124 105	107 505	0	153 925	153 925	124 105	107 505	0	153 925	153 925	72 091	0
OPE-2024-0008	124 000	75 085	72 273	0	50 227	50 227	75 085	72 273	0	50 227	50 227	3 500	0
OPE-2024-0013	105 534	65 912	62 967	0	42 357	42 357	65 912	62 978	0	42 445	42 445	0	0
OPE-2024-0015	219 244	72 908	72 492	0	80 158	80 158	72 908	72 492	0	80 158	80 158	66 616	0
OPE-2024-0016	140 000	109 200	109 200	0	109 200	109 200	10 000	10 000	0	109 200	109 200	20 720	0
OPE-2024-0017	100 000	80 687	77 443	0	22 557	22 557	80 687	77 443	0	22 557	22 557	0	0
OPE-2024-0018	154 999	23 264	22 847	0	63 964	63 964	23 265	22 847	0	63 964	63 964	70 144	1
OPE-2025-0007	90 000	11 000	11 000	0	52 000	52 000	11 000	11 000	0	32 000	32 000	47 000	0
OPE-2025-0008	149 064	17 800	17 800	0	51 236	51 236	17 800	17 800	0	51 236	51 236	99 046	0
OPE-2025-0010	154 766	28 131	28 131	0	168 708	168 708	28 131	28 131	0	168 708	168 708	137 927	0
OPE-2025-0011	217 500	102 032	102 032	0	102 032	102 032	102 032	102 032	0	102 032	102 032	105 500	0
OPE-2025-0012	134 000	10 032	10 032	0	23 064	23 064	10 032	10 032	0	23 064	23 064	100 904	0
OPE-2025-0013	741 900	1 000	1 000	0	148 300	148 300	1 000	1 000	0	148 300	148 300	592 520	0
OPE-2025-0019	105 000	0	0	0	52 500	52 500	0	0	0	52 500	52 500	52 500	0
OPE-2025-0020	115 000	9 240	9 240	0	40 785	40 785	9 240	9 240	0	40 785	40 785	87 975	0
Total contrats de recherche	9 166 481	6 067 527	5 403 889	0	2 242 052	2 242 052	6 846 086	5 364 711	0	2 281 227	2 281 227	1 520 540	2

Date exécutoire	19/12/2025											
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne											
Niveau d'agrégation	Agrégé											
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OPE-2021-0004	30 783	3 018	779	0	30 004	30 004	3 018	779	0	30 004	30 004	0
OPE-2022-0023	609 000	155 663	134 045	0	552 770	552 770	105 215	80 218	0	606 597	606 597	2 185
OPE-2024-0004	52 900	52 230	51 301	0	1 679	1 679	52 230	51 301	0	1 679	1 679	0
OPE-2024-0005	52 900	30 765	29 925	0	23 055	23 055	30 765	29 925	0	23 055	23 055	0
OPE-2024-0019	27 000	7 031	6 096	0	7 635	7 635	7 031	6 096	0	7 635	7 635	12 469
OPE-2025-0003	51 522	45 149	45 149	0	6 373	6 373	45 149	45 149	0	6 373	6 373	0
OPE-2025-0014	153 176	10 000	10 000	0	47 000	47 000	10 000	10 000	0	47 000	47 000	96 176
OPE-2019-0030	161 172	169 504	174 626	0	6 272	6 272	212 217	174 626	0	6 272	6 272	75
OPE-2019-0039	73 320	124 509	73 320	0	0	0	132 610	73 320	0	0	0	0
OPE-2019-0040	97 910	320 662	97 910	0	0	0	330 250	97 910	0	0	0	0
OPE-2019-0041	57 823	91 475	57 823	0	0	0	105 235	57 823	0	0	0	0
OPE-2020-0014	1 604 293	996 297	991 625	0	210 500	210 500	1 010 108	991 625	0	210 500	210 500	702 107
OPE-2021-0005	55 960	46 564	22 183	0	33 787	33 787	46 564	22 183	0	33 787	33 787	0
OPE-2021-0015	48 104	114 598	48 104	0	0	0	120 519	48 104	0	0	0	0
OPE-2021-0032	119 422	150 693	113 912	0	0	0	164 034	113 912	0	0	0	5 510
OPE-2022-0011	173 676	151 082	124 178	0	49 456	49 456	152 250	124 178	0	49 456	49 456	42
OPE-2022-0017	365 507	369 819	365 507	0	0	0	400 024	365 507	0	0	0	0
OPE-2022-0022	192 679	196 615	192 679	0	0	0	201 381	190 979	0	1 900	1 900	0
OPE-2023-0005	61 451	21 075	17 342	0	44 110	44 110	21 099	17 342	0	44 110	44 110	0
OPE-2023-0006	109 320	70 357	61 587	0	44 896	44 896	70 357	61 587	0	44 896	44 896	337
OPE-2023-0013	75 210	77 517	75 210	0	0	0	78 041	75 210	0	0	0	0
OPE-2023-0028	60 260	25 071	15 791	0	45 069	45 069	25 071	15 791	0	45 069	45 069	0
OPE-2024-0009	65 790	20 900	20 900	0	64 890	64 890	20 900	20 900	0	64 890	64 890	0
OPE-2024-0020	46 500	21 730	15 650	0	30 922	30 922	21 730	15 650	0	31 004	31 004	0
OPE-2024-0021	80 000	10 117	2 209	0	29 629	29 629	10 117	2 209	0	29 629	29 629	28 162
OPE-2025-0001	36 330	26 400	26 400	0	34 600	34 600	26 400	26 400	0	34 600	34 600	23 330
OPE-2025-0006	99 441	1 521	1 521	0	56 827	56 827	1 521	1 521	0	56 827	56 827	41 093
OPE-2025-0015	91 300	0	0	0	47 690	47 690	0	0	0	47 690	47 690	43 690
OPE-2025-0016	76 496	0	0	0	54 000	54 000	0	0	0	54 000	54 000	22 496
Total contrats d'enseignement	4 877 854	3 353 634	2 477 039	0	1 421 143	1 421 143	9 405 491	2 421 230	0	1 476 952	1 476 952	979 672
CONV-2016-0041	244 519	227 550	244 519	0	0	0	574 669	239 619	0	4 700	4 700	0
OPE-2017-0039	350 000	39 511	24 788	0	0	0	39 511	24 788	0	0	0	325 212
OPE-2018-0056	968 400	969 457	948 263	0	0	0	120 500	103 661	0	0	0	844 601
OPE-2018-0060	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OPE-2018-0062	700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000
OPE-2020-0033	700 000	5 000	0	0	90 000	90 000	0	0	0	50 000	50 000	610 000
OPE-2021-0011	102 365	41 357	41 347	0	0	0	54 230	9 949	0	0	0	61 018
OPE-2024-0001	284 837	225 000	284 737	0	100	100	255 000	252 242	0	32 595	32 595	0
OPE-2024-0003	710 284	743 236	709 864	0	400	400	655 697	625 084	0	65 180	65 180	0
OPE-2024-0022	265 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	265 000
OPE-2017-0013	3 835 254	4 282 319	3 776 648	0	100	100	5 481 250	3 783 710	0	13 038	13 038	58 535
OPE-2018-0004	470 300	94 060	0	0	0	0	94 060	0	0	0	0	470 300
OPE-2021-0012	234 101	164 300	157 625	0	0	0	249 342	157 625	0	0	0	76 477
OPE-2022-0019	5 500 000	457 554	444 255	0	5 055 745	5 055 745	228 747	175 645	0	250 000	250 000	5 074 358
OPE-2023-0007	153 966	153 948	153 948	0	20	20	266 729	150 728	0	3 240	3 240	0
OPE-2023-0015	14 000 000	1 022 000	1 006 405	0	12 993 515	12 993 515	556 000	357 721	0	650 000	650 000	12 992 279
OPE-2023-0025	41 137	41 137	41 137	0	0	0	41 137	41 137	0	0	0	0
OPE-2023-0026	630 043	635 663	630 043	0	0	0	635 663	630 043	0	0	0	0
OPE-2023-0027	16 301 177	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 301 177
OPE-2025-0018	4 169 218	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 169 218
Total programmes pluriannuels d'investissement	49 758 611	9 222 089	8 463 657	0	18 139 880	18 139 880	8 912 584	6 531 150	0	1 088 753	1 088 753	23 155 074
Total	63 802 946	18 643 251	16 344 585	0	21 803 075	21 803 075	19 164 162	14 317 091	0	4 846 932	4 846 932	25 655 286
Pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :												
Si total personnel	4 763 696	2 813 075	2 595 311	0	1 141 216	1 141 216	2 813 075	2 595 311	0	1 141 216	1 141 216	1 027 169
Si total fonctionnement et intervention	6 359 674	4 476 094	3 335 206	0	1 495 194	1 495 194	4 779 430	3 296 026	0	1 534 452	1 534 452	2 529 184
Si total investissement	32 679 576	11 351 283	10 413 938	0	19 166 665	19 166 665	11 574 057	8 425 754	0	2 171 265	2 171 265	23 096 924
Total	63 802 946	18 643 251	16 344 585	0	21 803 074	21 803 074	19 164 162	14 317 091	0	4 846 932	4 846 932	25 655 287

Tableau 9 - EPSCP
Tableau des opérations pluriannuelles prévision

Budget (BI/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Auto financement	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)	
OPE-2020-0006	102 174	26 007	76 167	76 167	0	0
OPE-2021-0016	32 628	4 300	28 429	16 029	12 400	0
OPE-2021-0017	25 000	3 000	22 000	12 000	10 000	0
OPE-2021-0035	32 704	0	32 704	26 164	6 540	0
OPE-2023-0001	45 800	4 500	41 300	20 900	0	20 400
OPE-2023-0012	35 000	7 000	28 000	14 000	0	14 000
OPE-2024-0002	39 132	0	39 132	31 306	7 826	0
OPE-2025-0009	19 466	0	19 466	19 466	0	0
OPE-2019-0011	106 000	1 242	104 758	49 000	55 758	0
OPE-2019-0049	300 000	0	300 000	285 000	15 000	0
OPE-2020-0017	218 770	272	218 498	141 623	76 876	0
OPE-2020-0018	98 000	49 000	49 000	24 500	24 500	0
OPE-2020-0020	88 422	16 094	72 328	41 028	31 300	0
OPE-2020-0023	150 000	25 565	124 435	82 500	41 935	0
OPE-2020-0035	101 778	0	101 778	91 628	10 150	0
OPE-2021-0001	232 330	21	232 310	210 779	21 531	0
OPE-2021-0026	203 171	53 000	150 171	83 671	66 500	0
OPE-2021-0028	70 000	6 000	64 000	36 000	28 000	0
OPE-2021-0029	117 500	13 500	104 000	57 000	47 000	0
OPE-2021-0030	59 757	12 196	47 561	23 869	23 692	0
OPE-2021-0033	220 000	56 500	163 500	90 500	73 000	0
OPE-2021-0034	81 400	8 280	73 120	40 560	0	32 560
OPE-2022-0001	39 510	0	39 510	39 510	0	0
OPE-2022-0002	192 080	0	192 080	153 664	38 416	0
OPE-2022-0003	347 045	0	347 045	205 557	141 488	0
OPE-2022-0018	155 035	58 007	97 028	50 764	0	46 264
OPE-2022-0020	96 245	10 745	85 500	47 000	38 500	0
OPE-2022-0021	246 897	0	246 897	157 518	49 379	0
OPE-2022-0024	206 944	0	206 944	118 524	88 420	0
OPE-2023-0002	75 000	25 000	50 000	25 000	25 000	0
OPE-2023-0003	78 270	3 200	75 070	43 762	0	31 308
OPE-2023-0004	105 632	0	105 632	84 506	21 126	0
OPE-2023-0010	185 751	1 643	184 108	148 600	13 609	21 899
OPE-2023-0011	121 266	0	121 266	97 013	0	24 253
OPE-2023-0014	438 732	62 500	376 232	188 116	112 870	75 246
OPE-2023-0016	1 750 000	0	1 750 000	1 437 467	10 000	302 533
OPE-2023-0017	182 654	0	182 654	109 590	36 534	36 530
OPE-2024-0006	425 800	0	425 800	144 052	41 158	240 590
OPE-2024-0008	126 500	0	126 500	50 600	50 600	25 300
OPE-2024-0013	119 543	0	119 543	95 634	23 909	0
OPE-2024-0015	248 867	0	248 867	99 546	49 773	99 548
OPE-2024-0016	140 000	50 000	90 000	0	54 000	36 000
OPE-2024-0017	100 000	0	100 000	50 000	50 000	0
OPE-2024-0018	216 995	71 057	145 938	1 000	63 219	81 719
OPE-2025-0007	90 000	0	90 000	19 000	24 000	47 000
OPE-2025-0008	313 232	109 631	203 601	0	22 616	180 985
OPE-2025-0010	578 460	158 720	419 740	0	112 800	306 940
OPE-2025-0011	247 317	0	247 317	24 731	49 463	173 123
OPE-2025-0012	134 000	64 000	70 000	0	21 000	49 000
OPE-2025-0013	890 280	0	890 280	133 542	178 056	578 682
OPE-2025-0019	105 000	0	105 000	0	52 500	52 500
OPE-2025-0020	118 000	0	118 000	0	71 280	46 720
Total contrats de recherche	10 454 087	900 879	9 553 207	5 038 386	1 991 722	2 523 099

Date exécutoire	19/12/2025					
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne					
Niveau d'agrégation	Agrégé					
			0			0
Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	0
OPE-2021-0004	43 975	13 193	30 783	30 783	0	0
OPE-2024-0004	52 980	21 192	31 788	31 788	0	0
OPE-2024-0005	52 980	21 192	31 788	31 788	0	0
OPE-2024-0019	27 000	12 600	14 400	1 800	1 800	10 800
OPE-2025-0003	51 522	20 608	30 914	30 914	0	0
OPE-2025-0014	166 949	13 776	153 173	0	57 000	96 173
OPE-2019-0038	181 214	83 373	97 841	53 996	43 856	0
OPE-2019-0039	73 485	42 159	31 326	23 873	7 453	0
OPE-2019-0040	131 400	60 838	70 562	40 562	30 000	0
OPE-2019-0041	73 600	43 436	30 164	21 385	8 779	0
OPE-2020-0014	4 094 352	2 656 381	1 437 971	619 075	63 187	755 709
OPE-2021-0005	55 950	0	55 950	44 760	11 190	0
OPE-2021-0015	157 069	86 744	70 326	40 818	29 507	0
OPE-2021-0032	149 277	29 855	119 422	59 711	59 711	0
OPE-2022-0011	173 676	0	173 676	63 955	109 721	0
OPE-2022-0017	379 726	280 207	99 519	48 954	50 565	0
OPE-2022-0022	195 000	154 242	40 758	20 726	20 033	0
OPE-2022-0023	689 000	421 500	267 500	133 750	133 750	0
OPE-2023-0005	64 221	2 769	61 451	61 451	0	0
OPE-2023-0006	106 820	0	106 820	87 456	19 364	0
OPE-2023-0013	75 210	0	75 210	60 168	15 042	0
OPE-2023-0028	60 860	0	60 860	48 688	12 172	0
OPE-2024-0009	85 790	0	85 790	67 032	18 758	0
OPE-2024-0020	46 580	0	46 580	18 632	27 948	0
OPE-2024-0021	60 000	0	60 000	24 000	24 000	12 000
OPE-2025-0001	86 330	22 816	63 514	31 757	0	31 757
OPE-2025-0006	99 871	4 756	95 115	50 112	0	45 003
OPE-2025-0015	91 380	0	91 380	73 104	0	18 276
OPE-2025-0016	76 496	0	76 496	61 186	0	15 300
Total contrats d'enseignement	7 602 713	3 991 636	3 611 077	1 882 223	743 836	985 018
CONV-2016-0041	244 519	244 519	0	0	0	0
OPE-2017-0039	350 000	350 000	0	0	0	0
OPE-2018-0056	986 400	986 400	0	0	0	0
OPE-2018-0060	80 000	80 000	0	0	0	0
OPE-2018-0062	700 000	700 000	0	0	0	0
OPE-2020-0033	700 000	700 000	0	0	0	0
OPE-2021-0011	102 365	102 365	0	0	0	0
OPE-2024-0001	285 000	285 000	0	0	0	0
OPE-2024-0003	741 600	741 600	0	0	0	0
OPE-2024-0022	265 000	265 000	0	0	0	0
OPE-2017-0015	3 903 527	176 213	3 727 314	3 727 314	0	0
OPE-2018-0004	470 300	0	470 300	137 479	17 220	315 601
OPE-2021-0012	234 101	74 101	160 000	160 000	0	0
OPE-2022-0019	5 500 000	0	5 500 000	820 000	150 000	4 530 000
OPE-2023-0007	153 966	3 966	150 000	150 000	0	0
OPE-2023-0015	14 000 000	0	14 000 000	0	800 000	13 200 000
OPE-2023-0025	42 000	21 432	20 568	0	20 568	0
OPE-2023-0026	644 100	14 057	630 043	630 043	0	0
OPE-2023-0027	16 301 177	0	16 301 177	1 236 400	465 691	14 599 086
OPE-2025-0018	4 169 218	0	4 169 218	371 979	130 156	3 667 083
Total programmes pluriannuels d'investissement	49 873 274	4 744 654	45 128 620	7 233 215	1 583 635	36 311 770
Total	67 930 074	9 637 169	58 292 905	14 153 824	4 319 194	39 819 887

Tableau 10 E/FSCF
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

Budget (diBFR n° :)	BUDGET INITIAL
Date exécutoire	Université Bordeaux Montaigne
Établissement	
Niveau d'opération	Adresse
Nature du budget (BFR, BA)	Budget Principal (BP)

IMPORTANT :
Laisser les lignes vides en cas de "type opération" (Formation continue, enseignement...) sans opération ; ne pas mettre de montant nul
→ Sinon, votre T910 sera rejeté par INHROE

POUR INFORMATION DE L'ORGANISME CÉLÉBRANT :

Noté par opération (ou par regroupement d'opérations) des informations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévions d'allocations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévions pluriannuelle
		Coût total de l'opération
		(1)
Dépenses d'investissement (PP)	Investissement	49 734 614
Total dépenses d'investissement 1		49 734 614
Contrats de recherche	Personnel	3 271 330
	Fonctionnement et intervention	3 934 730
	Investissement	1 863 223
Total contrats de recherche 2		9 148 483
Contrats de formation continue	Personnel	0
	Fonctionnement et intervention	0
	Investissement	0
Total contrats de formation continue 3		0
Contrats d'enseignement	Personnel	1 492 144
	Fonctionnement et intervention	2 244 304
	Investissement	1 543 184
Total contrats d'enseignement 4		4 877 844
Soins	Soins personnes	6 764 696
	Soins fonctionnement et intervention	6 171 234
	Soins investissement	52 888 014
TOTAL		61 980 946

Prévions N (B1 + B8)									
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP reprogrammées ou reportées en N	CP nouvelles ouvertes en N	TOTAL des CP ouvertes en N
(2)	(3)	(4) = (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)
9 222 089	8 463 437		18 139 230	18 139 230	8 912 584	6 731 150		1 088 733	1 088 733
9 222 089	8 463 437		18 139 230	18 139 230	8 912 584	6 731 150		1 088 733	1 088 733
1 789 828	1 691 511		832 738	832 738	1 789 828	1 691 511		832 738	832 738
3 934 730	2 209 883		929 587	929 587	2 184 706	948 743		948 743	948 743
1 761 289	1 768 484		479 738	479 738	1 204 652	479 738		479 738	479 738
6 067 527	5 469 889		2 242 063	2 242 063	6 064 086	5 564 753		3 283 227	2 589 227
1 043 548	903 800		238 478	238 478	1 043 548	903 800		238 478	238 478
1 597 304	1 001 498		245 507	245 507	1 672 510	1 001 498		245 507	245 507
712 482	571 741		567 058	567 058	689 713	518 014		622 713	622 713
3 353 438	2 477 039		1 421 043	1 421 043	3 405 491	2 421 289		1 476 952	1 476 952
2 814 075	2 399 811		1 545 038	1 545 038	2 814 075	1 545 038		1 545 038	1 545 038
4 334 316	3 285 381		1 495 184	1 495 184	4 844 063	3 186 121		1 534 482	1 534 482
11 495 660	10 543 893		19 186 663	19 186 663	11 806 994	8 555 698		2 171 285	2 171 285
18 443 261	16 344 589		21 880 478	21 880 478	19 144 362	14 317 991		4 846 933	4 846 933

Prévions N+1 et suivantes					
AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
1 137 844	7 780 913	1 020 000	6 682 425	20 940 685	27 606 835
1 137 844	7 780 913	1 020 000	6 682 425	20 940 685	27 606 835
330 037	392 039	238 354	238 354	78 883	78 883
234 300	354 302	104 191	104 191	233 327	233 327
0	0	0	0	0	0
744 637	744 641	942 545	942 545	512 218	512 218
180 873	180 873	119 315	119 315	0	0
137 672	137 672	53 472	53 472	13 100	13 100
2 852	2 852	0	0	0	0
238 910	238 910	172 987	172 987	13 390	13 390
579 911	579 911	977 369	977 369	78 889	78 889
492 152	492 154	157 863	157 863	246 427	246 427
1 138 229	7 783 298	1 020 000	6 682 425	20 940 685	27 606 835
2 251 252	8 946 384	1 818 217	7 227 687	21 264 611	27 883 156

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, la cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP

B - Prévions de recettes

Opération	Nature	Prévions
		Financement de l'opération
		(18)
Recettes d'investissement (PP)	Financement de l'Etat*	3 782 000
	Autres financements publics**	41 244 033
	Autres financements***	23 787
Total PPL		45 128 620
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	324 469
	Autres financements publics**	8 624 383
	Autres financements***	373 370
Total contrats de recherche 2		9 148 222
Contrats de formation continue	Financement de l'Etat*	0
	Autres financements publics**	0
	Autres financements***	0
Total contrats de formation continue 3		0
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat*	80 192
	Autres financements publics**	3 373 124
	Autres financements***	7 733
Total contrats d'enseignement 4		3 461 049
Soins		6 618 444
So total autres financements publics		51 272 163
So total autres financements		481 596
TOTAL		58 288 966

Prévions N	
Engagements des années antérieures à N	Engagements prévus en N
(19)	(20)
860 000	300 000
6 549 425	5 489 639
23 787	0
7 233 212	5 989 639
800 199	80 192
4 081 829	1 880 182
340 620	13 220
5 038 189	1 993 722
0	80 192
1 874 490	713 649
7 733	0
1 882 223	793 841
1 280 938	226 472
12 515 747	6 077 472
577 140	13 220
14 133 624	6 939 184

Prévions en N+1 et suivantes		
Engagements prévus en N+1	Engagements prévus en N+2	Engagements prévus > N+2
(21)	(22)	(23)
0	2 000 000	1 000 000
883 025	2 812 437	19 510 261
0	0	0
883 025	4 812 437	20 510 261
112 278	11 290	0
1 013 314	663 727	699 796
0	111 280	0
1 125 592	775 007	699 796
0	0	0
148 637	290 347	346 034
0	0	0
148 637	290 347	346 034
118 173	2 611 080	1 000 000
2 045 476	8 877 740	30 755 916
111 980	13 220	0
2 163 649	5 199 040	31 755 916

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, Recette effective, financement de l'Etat fédéral

** Autres financements publics (collectivités ou Région)

*** Recettes propres et recettes propres fédérales

TABLEAU 12
Synthèse budgétaire et comptable

Budget (B/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

						Budget Initial				Budget Rectificatif n°1			Compte financier 2024			Budget Initial		
Niveaux initiaux	1	Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N					4 165 157			5 699 754			2 921 372			4 050 740		
	2	Niveau initial du fonds de roulement					9 885 576											
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement					-8 040 568											
	4	Niveau initial de la trésorerie					17 926 144			17 117 507			19 600 936			13 836 997		
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée					-888 881			-3 568 126			66 363			-3 252 032		
Flux de l'année	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée					18 815 025			20 685 633			19 600 967			17 089 029		
	5	Autorisations d'engagement					131 201 311			-4 470 212			-5 020 189			-1 955 069		
	6	Résultat patrimonial					-5 246 644			25 164 545			24 620 736			19 057 968		
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)					-3 445 941			111 638 934			100 138 075			134 712 889		
	8	Variation du fonds de roulement					-5 929 439			-4 944 749			2 686 630			-9 744 779		
	9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire					0			-3 144 048			-356 686			-7 967 392		
	10	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS				0			-7 231 931			-2 549 425			-12 487 700		
		Variation des stocks	+ / -															
		Charges sur créances irrécouvrables	-							-235 000			-108 573					
		Produits divers de gestion courante	+							0			238 179			0		
	11	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS				-487 944											
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -				-1 657 774											
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -				1 169 930			-4 563 608			-964 178			-5 716 064		
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -							-13 338 081			-9 991 939			-7 960 919		
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -				-100			8 774 473			12 715 306			2 244 855		
Niveaux finaux	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11					-5 441 495											
	12.a	Recettes budgétaires					100 150 140											
	12.b	Crédits de paiement ouverts					114 600 635											
	13	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires					115 143											
	14	Variation de la trésorerie = 12 - 13					-5 556 638											
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée					-224 251											
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée					-5 332 386											
	15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13					-372 801											
	16	Variation des restes à payer					16 601 276											
	17	Niveau final de restes à payer					20 766 433											
Niveaux finaux	18	Niveau final du fonds de roulement					3 956 137											
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement					-8 413 370											
	20	Niveau final de la trésorerie					12 369 507											
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée					-1 113 133											
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée					13 482 639											
		Comptabilité budgétaire																
		Comptabilité générale																

Valeurs 12a et 12b incoh.

-6 441 494,77

0,00

-6 506 837,77

0,00

3 956 137

-8 413 370

Valeurs 20a et 20b incoh.

-12 369 506,66

12 369 506,66